



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maintenance et exploitation des installations de chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation, climatisation et traitement d'eau, photovoltaïques de type PF-PFI pour l'université de Pau et des pays de l'Adour

Procédure formalisée
N° de marché : 2025-1340

ACHETEUR :
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

TITRE 1. CONNAISSANCE ET CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	4
ARTICLE 1.1. CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS	4
1.1.1 Généralités	4
1.1.2 Prise en charge des installations	4
1.1.3 Installations couvertes par une Garantie de Parfait Achèvement.....	5
1.1.4 Périmètre et limites des prestations.....	5
1.1.5 Équipements pris en charge par le TITULAIRE.....	6
ARTICLE 1.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS PAR L'UPPA	8
ARTICLE 1.3. MODIFICATION PAR LE TITULAIRE	8
TITRE 2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 2.1. GENERALITES.....	8
ARTICLE 2.2. DEPANNAGE.....	9
ARTICLE 2.3. GESTION DE L'ENERGIE	9
ARTICLE 2.4. DETERMINATION DES CIBLES DE CONSOMMATION	9
ARTICLE 2.5. PETIT ENTRETIEN P2	10
2.5.1 Conduite et entretien	10
2.5.2 Entretien courant des installations thermiques	10
2.5.3 Entretien courant des systèmes thermodynamiques	11
2.5.4 Équilibrage	11
2.5.5 Traitement d'eau.....	12
2.5.6 Prévention des risques liés au développement bactériologique de type Légionnelle.....	13
2.5.7 Bras morts.....	15
2.5.8 Télésurveillance / télégestion / GTC.....	15
2.5.9 Pompes puisard.....	15
2.5.10 Centrales de traitement d'air et VMC	15
2.5.11 Compteurs de fluide et d'énergie	16
2.5.12 Contrôle des températures ambiantes et d'ECS.....	16
2.5.13 Obligations réglementaires.....	17
2.5.14 Livret de chaufferie et carnet sanitaire	17
2.5.15 Équipements de ventilation spécifiques aux laboratoires :	18
2.5.16 Équipements photovoltaïques et éolienne	18
ARTICLE 2.6. DISPOSITIONS LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE OU DE PLOMB.....	19
2.6.1 Utilisation de produits amiantés	19
2.6.2 Interventions sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou bien de présenter un risque d'exposition au plomb.....	19
2.6.3 Intervention sur des matériaux contenant de l'amiante ou du plomb	19
ARTICLE 2.7. GARANTIE TOTALE ET RENOUVELLEMENT P3	19
2.7.1 Généralités	19
2.7.2 Obligations du TITULAIRE.....	20
2.7.3 Travaux d'amélioration	20
2.7.4 Procédures à respecter.....	20
2.7.5 Devenir du matériel.....	21
ARTICLE 2.8. PRESTATIONS HORS FORFAIT - BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES.....	21
ARTICLE 2.9. TRAVAUX REALISES PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE	22
ARTICLE 2.10. CALCUL DE L'INTERESSEMENT.....	23
ARTICLE 2.11. RAPPORT DE FIN DE SAISON DE CHAUFFE	23
ARTICLE 2.12. RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION	23
ARTICLE 2.13. CONTROLE DE L'EXPLOITATION	24
ARTICLE 2.14. REUNIONS	24
2.14.1 Réunions d'exploitation.....	24
2.14.2 Interruption du service	24
ARTICLE 2.15. PROCEDURE EN CAS DE SINISTRE	24

ARTICLE 2.16. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE.....	25
TITRE 3. OBLIGATIONS DE L'UPPA.....	26
TITRE 4. CONDITIONS TECHNIQUES	26
ARTICLE 4.1. CHAUFFAGE DES LOCAUX	26
4.1.1 <i>Température contractuelle</i>	26
4.1.2 <i>Saison de chauffe</i>	27
ARTICLE 4.2. CLIMATISATION	27
ARTICLE 4.3. EAU CHAUDE SANITAIRE	28
TITRE 5. DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES.....	29
TITRE 6. ANNEXES	29
ARTICLE 6.1. RDTS (RECUEIL DES DONNEES TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES) SITE DE PAU.....	29
6.1.1 <i>Caractéristiques du CAMPUS de PAU</i>	29
6.1.2 <i>Plan du CAMPUS</i>	30
6.1.3 <i>Obligations de confort et de service</i>	31
6.1.4 <i>Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables</i>	33
6.1.5 <i>Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements</i>	34
ARTICLE 6.2. RDTS SITE DE TARBES	36
6.2.1 <i>Caractéristiques du CAMPUS de TARBES</i>	36
6.2.2 <i>Plan du CAMPUS</i>	37
6.2.3 <i>Obligations de confort et de service</i>	38
6.2.4 <i>Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables</i>	40
6.2.5 <i>Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements</i>	41
ARTICLE 6.3. RDTS SITES COTE BASQUE	42
6.3.1 <i>Caractéristiques du CAMPUS de la CÔTE BASQUE</i>	42
6.3.2 <i>Plan du CAMPUS</i>	42
6.3.3 <i>Obligations de confort et de service</i>	44
6.3.4 <i>Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables</i>	47
6.3.5 <i>Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements</i>	48
ARTICLE 6.4. RDTS SITE MONT DE MARSAN	49
6.4.1 <i>Caractéristiques du CAMPUS de MONT DE MARSAN</i>	49
6.4.2 <i>Plan du CAMPUS</i>	50
6.4.3 <i>Obligations de confort et de service</i>	51
6.4.4 <i>Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables</i>	53
6.4.5 <i>Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements</i>	54
ARTICLE 6.5. HISTORIQUE DES CONSOMMATIONS	54
TITRE 7. LISTE DES EQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE	54

Titre 1. CONNAISSANCE ET CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1. CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

1.1.1 Généralités

A travers les données techniques et la visite facultative des sites, le titulaire est réputé être parfaitement informé et avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance, de leur fonctionnement, de leurs caractéristiques et de leurs performances, de leur état d'usure ou de vétusté éventuelle,
- des conditions d'alimentation en électricité et eau,
- des conditions particulières d'accès **liées à la sécurité** et à la spécificité des bâtiments.

1.1.2 Prise en charge des installations

1.1.2.1 Installations existantes – Procès verbal de prise en charge

Les installations feront l'objet d'un **procès-verbal contradictoire de prise en charge** qui se présentera sous la forme d'un tableau modifiable (support informatique de type fichier excel) précisant le site, le bâtiment, l'étage, le local et le type, la marque, le quantitatif, l'état de **tous les matériels**. L'état des matériels sera matérialisé sous la forme de trois catégories : couleurs :

- bon état,
- fonctionnel mais vétuste,
- hors service.

Un code couleur pourra être proposé par le titulaire.

Le TITULAIRE devra notifier sur le procès-verbal de prise en charge toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes. Ces réserves ne libèrent pas le TITULAIRE de ses obligations dans le cadre de la garantie totale. Les risques ont été mesurés lors de la visite préalable des sites et ont été pris financièrement en compte dans le montant de la prestation P3 du TITULAIRE. En effet, le matériel observé comme étant hors service lors des visites, ou identifié comme tel dans les listes de matériel du TITRE 7, sera à remettre en état au titre du P3, sauf s'il est clairement spécifié dans la liste de matériel que l'équipement est abandonné.

Le procès-verbal sera remis à l'UPPA **dans le mois suivant le début d'exécution des prestations.**

1.1.2.2 Installations neuves ou rénovées

Si des installations neuves ou rénovées sont prises en charge par le TITULAIRE en cours de marché, quelle que soit la modalité retenue pour effectuer ces travaux (exécution par le TITULAIRE ou une autre entreprise), le TITULAIRE est tenu :

- D'émettre un avis et éventuellement des réserves quant au contenu du cahier des charges de l'éventuel marché de travaux pour installer ou rénover des installations ;
- D'informer l'UPPA des incidences prévisibles sur l'exploitation des futures installations (difficultés de maintenance, risques techniques, augmentation des coûts P2...) ;
- D'assister à la réception des travaux, de formuler ses observations et de les transmettre par écrit à l'UPPA ;
- De dresser un **procès-verbal de prise en charge** des installations suite à l'intégration de celles-ci au présent marché.

Dans le cas où le procès-verbal serait accepté sans réserve, le TITULAIRE s'interdit alors tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

Dans le cas où ces réserves mettraient en évidence un risque potentiel, une avarie ou un dommage préjudiciable à la future conduite des installations, le MAITRE D'OUVRAGE subroge le TITULAIRE dans ses droits et actions, nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, fournisseurs, installateurs ou exploitants précédents, estimés responsables des dommages ou risques constatés (et notamment dans le cadre de l'application des diverses garanties).

1.1.3 Installations couvertes par une Garantie de Parfait Achèvement

Dans le cadre de l'exploitation d'installations neuves couvertes par l'année de Garantie de Parfait Achèvement, le TITULAIRE doit immédiatement avertir par courriel l'UPPA s'il constate une défaillance de l'installation. Cette défaillance peut être caractérisée par :

- Une conception et/ou une mise en œuvre qui ne respecte pas les règles de l'art et/ou la réglementation ;
- Des pannes ;
- Des performances insuffisantes compte-tenu des caractéristiques techniques de l'installation.

1.1.4 Périmètre et limites des prestations

Dans le cadre du présent contrat, les prestations du TITULAIRE porteront notamment sur des installations :

- De chauffage ;
- D'eau chaude sanitaire (ECS),
- De ventilation et traitement d'air ;
- De refroidissement ;
- De traitement d'eau des réseaux de chauffage et d'ECS;
- De gestion technique centralisée (GTC),
- De pompes de relevage de réseaux d'eaux usées et pluviales,
- D'installations photovoltaïques et éoliennes.

Le TITULAIRE assure les prestations :

- Pour les chaufferies gaz : depuis la vanne de barrage extérieure du combustible gaz incluse au local de production de chaleur jusqu'aux émetteurs inclus pour le chauffage ;
- Pour les sous-stations : depuis les sorties des échangeurs jusqu'aux émetteurs inclus pour le chauffage ;
- Pour l'ECS : depuis la pénétration du réseau d'eau froide en local technique jusqu'aux équipements terminaux ;
- Pour les installations électriques : depuis le poste TGBT jusqu'aux équipements techniques inclus au marché ;
- Pour l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales : les pompes de relevage et / ou broyage compris vidage des cuves si nécessaire pour l'accès aux pompes ;
- Pour la GTC et la régulation : des automates jusqu'au superviseur situé sur un serveur de l'UPPA compris bus entre automates jusqu'à la baie de brassage de chaque bâtiment. Les liaisons entre la baie de brassage de chaque bâtiment et le serveur du superviseur est hors prestation.

Les prestations suivantes ne font pas partie du périmètre du marché :

- Interventions sur installations et ouvrages noyés dans le béton ;

- Travaux de remise en état consécutifs à des actes de vandalisme ou sabotage (on entend par acte de vandalisme ou sabotage, des détériorations qui, par leur ampleur ou leur caractère répété, ne peuvent relever d'événement accidentel ou fortuit) ;
- Travaux de remise en état consécutifs à une tempête, un ouragan, l'effet de la grêle ou tout phénomène naturel qualifié par les pouvoirs publics de « catastrophe naturelle » ;
- Les dispositifs de sécurité incendie hors DAD des CTA.

1.1.5 Équipements pris en charge par le TITULAIRE

Le TITULAIRE prend en charge tous les équipements en l'état, en service ou à l'arrêt, permettant d'assurer le chauffage, le refroidissement, la ventilation et le traitement de l'air des locaux, le traitement de l'eau ainsi que la fourniture d'ECS et les installations photovoltaïques et éoliennes.

Les équipements couverts par les prestations sont indiqués dans les listes de matériel fournies TITRE 7. du présent document. Ces listes, non exhaustives et indicatives, sont complétées par les paragraphes suivants. Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'un équipement non présent dans cette liste pour justifier la présentation d'un avenant ou la non réalisation de la maintenance. La liste définitive sera arrêtée lors du PV de prise en charge.

1.1.5.1 Chaufferies et sous-stations

1.1.5.1.1 Installations thermiques de chauffage

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- les chaudières, corps de chaudières, brûleurs, récupérateurs à condensation, générateurs d'air chaud, carneaux et conduits de fumées métalliques dans leur totalité, dispositifs d'extraction et de traitement des fumées ;
- les échangeurs et postes de mélange (hors échangeurs appartenant aux réseaux de chaleur) ;
- les pompes, équipements de régulation et de sécurité, automates, vases d'expansion ouverts ou sous pression, maintiens de pression ;
- les alimentations d'eau de remplissage des réseaux en locaux techniques, y compris les organes présents sur ces réseaux (vannes, disconnecteurs, clapets, réducteurs de pression, etc...)
- les compteurs et matériels de mesure situés dans les locaux et gaines techniques, (hors compteurs d'énergie à la charge de l'exploitant primaire d'un réseau de chaleur) ;
- les armoires électriques divisionnaires pour le CVC, les horloges et programmeurs,
- L'ensemble des installations de traitement de l'eau pour le fluide caloporteur comprenant notamment : liaisons hydrauliques, robinetteries, bac d'appoint de mélange chimique, pot à boue, régulateur, pompe de dosage, etc.

1.1.5.1.2 Installations thermiques pour l'ECS

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- les productions collectives et de stockage d'eau chaude sanitaire (échangeurs ECS et ses équipements etc.) ;
- L'ensemble des cumulus électriques ;
- les ballons de stockage, panoplie hydraulique, canalisations et de manière générale tout équipement associé à la production d'eau chaude sanitaire à partir des vannes en limite de prestation ;
- les mitigeurs thermostatiques lorsqu'ils existent ;
- les pompes, équipements de régulation et de sécurité, automatismes, vases sanitaires ;
- les surpresseurs d'eau de ville nécessaires à la distribution d'eau chaude sanitaire et d'eau de ville dans les bâtiments ;

- les alimentations d'eau de remplissage et d'ECS en locaux techniques, y compris les organes présents sur ces réseaux (vannes, clapets, réducteurs de pression, etc...) ;
- les compteurs eau froide, eau chaude et matériels de mesure situés dans les locaux technique, (hors compteur ECS pour les bâtiments sur un réseau de chaleur, pris en charge par l'exploitant du réseau de chaleur et servant à la facturation) ;
- la panoplie hydraulique, canalisations ou équipement associé à la distribution d'eau chaude sanitaire y compris clapets anti-retour ;
- les appareils de traitement de l'ECS, adoucisseurs et pompes doseuses, et matériels spécifiques de traitement d'eau des équipements de production et des installations de distribution de l'ECS (exemple : équipements de lutte contre la prolifération des légionnelles, etc...).

1.1.5.2 Systèmes thermodynamiques

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- Les pompes à chaleurs / mono et multisplit / groupe froid et les systèmes d'émission de chaleur et de froid associés (compris circuit de fluide frigorigène, circuits aérauliques et hydrauliques) ;
- Les ballons thermodynamiques.

1.1.5.3 Circuits de distribution de chauffage

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- les réseaux de distribution de chauffage (avec calorifuge) y compris les traversées de parois verticales et horizontales (avec ou sans présence de fourreaux), les réseaux enterrés ou en caniveau, à l'exception de ceux noyés dans les dalles de béton ;
- tous les organes de coupure, de réglage et d'équilibrage des réseaux de chauffage y compris ceux situés sur les émetteurs de chaleur (robinet et té de réglage) ;
- les émetteurs de chaleur quel que soit leur emplacement et leur type : radiateur, convecteur, ventilo-convecteur, cassettes, aérothermes, planchers chauffants, plafonds rayonnants, radiants gaz ou à eau chaude, etc.

1.1.5.4 Circuits de distribution d'ECS

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- les réseaux de distribution d'ECS (avec calorifuge) y compris les traversées de parois verticales et horizontales (avec ou sans présence de fourreaux), les réseaux enterrés ou en caniveau, à l'exception de ceux noyés dans les dalles de béton,
- tous les organes de coupure, de réglage et d'équilibrage des réseaux d'eau chaude sanitaire y compris clapets anti-retour.

1.1.5.5 Systèmes de ventilation et traitement de l'air

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- Les caissons de ventilation (air hygiénique) et leurs équipements connexes ;
- Les centrales de traitement de l'air (CTA) et leurs équipements connexes (batteries chaudes ou froides, turbine, filtres, dispositifs de régulation, sondes, raccordement aux gaines, détecteur autonome déclencheur (DAD) ...), y compris les centrales de compensation ;
- Les gaines de ventilation (VMC et CTA) ;
- Les bouches de ventilation associées aux VMC et aux CTA ;
- Les ventilations des locaux techniques.

1.1.5.6 Les équipements de ventilation des laboratoires

Le périmètre d'intervention au titre du marché comprend les extracteurs spécifiques et les dispositifs de régulation et de commande des :

- Sorbonnes ;
- Armoires ventilées ;
- Bras orientables articulés.

Le TITULAIRE assistera l'organisme de contrôle lors des visites réglementaires. Le cas échéant, il assurera les réglages nécessaires pour assurer les vitesses d'extraction conformes à la réglementation.

1.1.5.7 Supervision ou GTC :

Le TITULAIRE assure la maintenance de la supervision Panorama de la marque Codra version Panorama suite 2025 qui est hébergée sur un serveur de l'UPPA. Actuellement, cette supervision gère presque la totalité des bâtiments de Pau et quelques uns de la côte basque. L'objectif est de remonter tous les bâtiments de l'UPPA.

1.1.5.8 Exclusions du périmètre du marché

Les équipements suivants ne sont pas à la charge du TITULAIRE :

- dans le cas d'un raccordement à un réseau de chaleur, les équipements à la charge de l'exploitant primaire du réseau et les branchements eau avant pénétration en sous-stations ;
- les branchements gaz en amont des compteurs gaz et postes de détente ;
- les alimentations électriques en amont du poste TGBT ou à défaut du compteur électrique ;
- les branchements eau avant pénétration en local technique ;
- Les dispositifs de sécurité incendie et de désenfumage sauf Détecteur Autonome Déclencheur (DAD) de CTA .

ARTICLE 1.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS PAR L'UPPA

L'UPPA se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Il en avertit par écrit (courrier ou courriel) le TITULAIRE au moins un mois à l'avance. Durant cette période, le TITULAIRE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Durant les travaux, Le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé. Il doit obligatoirement faire part, par écrit, de tout risque d'empêchement occasionné par ces travaux. En dehors de cette déclaration préalable, le TITULAIRE est tenu pour responsable du manquement de fonctionnement éventuel. Il a toute faculté, tant au cours des travaux qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister (cf. procédure à l'article 1.1.2.2 du CCTP), de signaler tout point apparaissant comme anomalie dans l'installation. Ces constatations doivent être présentées dans le plus court délai par écrit, sous forme de lettre ou de rapport.

ARTICLE 1.3. MODIFICATION PAR LE TITULAIRE

Toute installation de matériel, propriété du TITULAIRE, sera préalablement soumise à l'accord par email de la Direction du Patrimoine de l'UPPA.

Le TITULAIRE pourra le retirer, à ses frais, dans la mesure où la remise en état initial n'entraînerait aucun désordre. Toutefois, l'UPPA pourra, si elle le désire, se porter acquéreur de ce matériel. Le prix de la cession sera à convenir entre le TITULAIRE et l'UPPA.

Titre 2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 2.1. GENERALITES

Le TITULAIRE est tenu de prendre en charge et de gérer, pendant toute la durée du marché, aux conditions du présent CCTP, les installations objets du présent marché et la chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire.

Le TITULAIRE a une **obligation générale de résultat** et de conseil vis à vis de l'UPPA.

Le TITULAIRE disposera **d'un personnel en nombre suffisant** et possédant les qualifications indispensables à l'exécution des prestations définies dans le marché, faute de quoi l'UPPA pourra exiger son remplacement.

De plus, sous réserve que l'installation soit conforme à la réglementation en vigueur, le TITULAIRE est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité et de la lutte contre la pollution des eaux et de l'air dans le périmètre des installations dont il a la charge.

ARTICLE 2.2. DEPANNAGE

En cas de défaut, le TITULAIRE disposera d'un stock minimum de pièces détachées lui permettant d'assurer, sauf cas de force majeure, la mise en sécurité des personnes et des biens et dans la mesure du possible la remise en route des installations selon les délais indiqués au Recueil des Données Techniques et Scientifiques (RDTS, cf. titre 6).

Le délai d'intervention a pour point de départ les dates et heures d'appel, d'envoi de demande d'intervention de l'UPPA par courriel ou tout autre moyen de communication mis à disposition par le TITULAIRE.

Le coût des déplacements et des prestations effectués est compris au forfait P2.

ARTICLE 2.3. GESTION DE L'ENERGIE

La fourniture de l'énergie primaire des installations n'est pas à la charge du TITULAIRE.

Dans le cadre de ses prestations, le TITULAIRE :

- Assure à l'UPPA, la production permanente de la totalité de l'énergie thermique nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire, sauf exceptions précisées, pour des régimes de températures et horaires précisés au Titre 4 du présent C.C.T.P. et sous réserve de disposer de l'énergie primaire en quantité suffisante ;
- Informe l'UPPA de toute dérive ou évènement ayant un impact sur le service ;
- Conduit les installations de manière à obtenir la meilleure performance énergétique possible et une consommation d'énergie minimale ;
- Réalise les relèves mensuelles des compteurs ECS et compteurs d'appoint d'eau.

ARTICLE 2.4. DETERMINATION DES CIBLES DE CONSOMMATION

Une partie des bâtiments fait l'objet d'une clause d'intéressement aux économies d'énergie. Ces bâtiments sont identifiés dans le document « Cibles NB ».

L'UPPA transmet l'historique des consommations d'énergie des bâtiments soumis à intéressement. Les valeurs sont données à l'article 6.5.

Ces cibles se rapportent aux valeurs de références ci-dessous :

Température intérieure contractuelle	voir articles 6.1 à 6.4
Durée prévisionnelle de la saison de chauffe	voir articles 6.1 à 6.4
Température extérieure de base	voir articles 6.1 à 6.4
Nombre de degrés-jours unifiés contractuel (NDJUo contractuel)	voir articles 6.1 à 6.4
Station météorologique	voir articles 6.1 à 6.4
qECS (kWh/m3)	voir articles 6.1 à 6.4

Le TITULAIRE s'engage sur les cibles NB avant et après réalisation des travaux P3 obligatoires. Il s'engage également sur la date de réception de ces travaux, date à partir de laquelle le NB après travaux s'appliquera.

ARTICLE 2.5. PETIT ENTRETIEN P2

Sont réputées incluses dans le poste "P2" toutes les prestations définies dans le CCTP et aux articles 6.1 à 6.4 ainsi que celles prévues par le Guide de rédaction des Marchés Publics d'exploitation du chauffage en application de la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP, la réglementation et les règles de l'art, dans la mesure où :

- Elles concernent des matériels et équipements existants réellement sur l'installation et appartenant à l'UPPA ;
- Elles ne sont pas contredites par le présent CCTP, qui constitue un document prioritaire.

D'une manière générale, le TITULAIRE fera son affaire de l'accessibilité, y compris pour les installations en hauteur, à moins que l'accès aux installations ne puisse se faire dans des conditions satisfaisantes vis-à-vis de la sécurité du personnel d'intervention. Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'accessibilité par nacelle ou échafaudage pour en facturer le coût à l'UPPA ou se soustraire à ses obligations.

2.5.1 Conduite et entretien

Le TITULAIRE :

- Assurera la conduite, la surveillance voire la télésurveillance/télégestion si existante et le réglage des éléments constituant les installations ;
- Surveillera périodiquement l'état des divers matériels constituant ces installations et notamment les canalisations visitables et accessibles, dont il a la charge ;
- Assurera la relève et l'entretien des compteurs énergétiques, ainsi que l'analyse des index de consommation.

Dans les deux mois suivant la prise en charge des installations puis à la fin de chaque exercice, le TITULAIRE devra mettre à jour la liste des équipements. Elle sera transmise au format EXCEL (.xlsx) ou équivalent à l'UPPA.

2.5.2 Entretien courant des installations thermiques

L'entretien courant des appareils sera effectué pendant les jours ouvrés. Le TITULAIRE assurera :

- L'entretien courant pour l'ensemble des installations thermiques, ainsi que le nettoyage, le maintien en parfait état de propreté des locaux mis à sa disposition ;
- Les petites réparations, les réglages, le nettoyage, les graissages, la propreté, le ramonage des carnaux et cheminées (une fois par an pour les chaudières gaz), le maintien en parfait état de propreté de toutes surfaces d'échange des chaudières, échangeurs et des préparateurs ECS ;
- le remplacement des pièces et consommables **dont le prix est inférieur ou égal à 200 €HT (prix facturé par le fournisseur du prestataire, remise déduite, hors main d'œuvre)** comme les fusibles, contacteurs, courroies, purgeurs, thermomètres, vannes à boisseaux, robinetterie de radiateurs, etc ;

- L'entretien des installations d'éclairage dans les locaux techniques et le remplacement des sources lumineuses hors blocs autonomes de sécurité ;
- La mise au repos des installations pour les périodes de non-utilisation. À cet effet, le TITULAIRE vérifiera par des visites systématiques, que les installations ne subissent aucune détérioration de quelque origine qu'elle soit ;
- L'établissement des rapports et comptes rendus.

Le TITULAIRE assure également le nettoyage des locaux et des matériels impactés par son activité, la remise en état, s'il y a lieu, de parties de calorifuge des conduites en chaufferie, la vérification et graissage des pompes et garnitures, dans la totalité des installations.

Les réseaux de distribution et d'émission de chaleur, ainsi que les filtres et clapets, seront tenus en bon état et le TITULAIRE assurera, s'il y a lieu, et sous son entière responsabilité, leur nettoyage, rinçage et protection.

Le TITULAIRE veillera au dégazage permanent des installations.

Un détartrage des échangeurs ECS sera effectué, aussi souvent que nécessaire.

L'état des canalisations sera constaté par le TITULAIRE, au moyen de manchettes témoins lorsque les installations en sont munies.

En tout état de cause, l'entretien courant, tel que défini au présent article, est considéré pouvoir être effectué par le personnel affecté normalement à la conduite, à la surveillance et à cet entretien des installations.

Tout manquement aux conditions ci-dessus définies sera considéré comme un manquement grave aux obligations d'entretien entraînant droit à pénalité pour non-respect des engagements contractuels.

2.5.3 Entretien courant des systèmes thermodynamiques

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture de fluide frigorigène ainsi que tous les frais inhérents associés. Toute opération de dégazage dans l'atmosphère de fluide frigorigène est interdite.

Le TITULAIRE prendra toutes les mesures pour prévenir les fuites, les réparer dans les meilleurs délais et effectuer annuellement un contrôle de l'étanchéité du circuit frigorigène.

Le TITULAIRE tiendra à jour un registre qui sera complété à chaque manipulation de fluide frigorigène et consignera dans une fiche d'intervention transmise à l'UPPA :

- La quantité et le type de fluide installé ;
- Les quantités ajoutées lors de la maintenance ;
- Les quantités de fluide recyclé ou régénéré installé avec le nom de l'installation d'origine ou du régénérateur et le numéro de certificat ;
- Les quantités de fluide frigorigène récupérées ;
- L'identité de l'entreprise de maintenance et le numéro de son attestation de capacité ;
- Les dates et les résultats des contrôles d'étanchéité.

Tout manquement aux conditions ci-dessus définies sera considéré comme un manquement grave aux obligations d'entretien entraînant une pénalité pour non-respect des engagements contractuels.

2.5.4 Équilibrage

Chauffage :

L'équilibrage des installations est une obligation permanente du TITULAIRE. Il doit :

- en assurer la charge technique et financière dans le cadre du présent marché, de manière à assurer l'uniformité des températures ;
- en vérifier périodiquement les résultats par le contrôle des températures intérieures ;
- éviter des écarts de température supérieurs à 1°C en valeur absolue ;

- faire en sorte de maintenir les réglages inviolables.

Cet équilibrage se fera par action sur les robinets, vannes ou tés de réglage existants, après contrôle des températures dans les locaux chauffés, et des écarts de température constatés sur le fluide caloporteur.

Le TITULAIRE permettra à l'UPPA d'en vérifier l'efficacité par des relevés ou enregistrements de température dans des locaux choisis en commun accord. Ces relevés seront effectués contradictoirement par les parties et conformément aux usages, aux jours et heures fixés d'un commun accord, ils seront consignés dans un procès-verbal signé des parties.

Dans le cas où, selon le TITULAIRE, les installations ne permettraient pas d'obtenir un équilibrage satisfaisant, il ne saurait être dégagé de la responsabilité des engagements de résultats, et devra présenter à l'UPPA, le programme des modifications ou améliorations à apporter aux installations dans le cadre de travaux complémentaires.

L'établissement de ce programme ne le dégagera pas pour autant de l'obligation de maintenir une température minimum égale à la température contractuelle dans l'ensemble des locaux.

Eau chaude sanitaire :

Le circuit de bouclage sera équilibré pour obtenir une température supérieure à 50°C et inférieure à 60°C en tout point du réseau.

Cet équilibrage se fera par action sur les robinets, vannes ou tés de réglage existants, et maintien en bon état du calorifuge. À ce titre, les températures de départ et retour ECS seront relevées à chaque passage du TITULAIRE puis consignées dans le livret de chaufferie.

Dans le cas où, selon le TITULAIRE, les installations ne permettraient pas d'obtenir un équilibrage satisfaisant, il ne saurait être dégagé de la responsabilité des engagements de résultats, et devra présenter à l'UPPA, le programme des modifications ou améliorations à apporter aux installations dans le cadre de travaux complémentaires.

L'établissement de ce programme ne le dégagera pas pour autant de l'obligation de maintenir une température minimum égale à la température contractuelle sur l'ensemble de la boucle.

2.5.5 Traitement d'eau

La prestation comprend **la fourniture et la mise en œuvre des produits chimiques** nécessaires au traitement des eaux de chauffage et d'ECS pour lutter contre l'entartrage, la corrosion et l'embouage des installations.

2.5.5.1 Chauffage

La prestation de traitement des eaux de chauffage due au présent marché est applicable uniquement aux chaufferies et installations thermiques d'une puissance supérieure à 25 kW.

Elle comprend la fourniture et la mise en œuvre des produits chimiques nécessaires au traitement qui devra obligatoirement faire l'objet d'un avis technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

D'une manière générale, le pH et le TH seront conformes aux valeurs exigées par les fabricants de chaudière comme condition de leur garantie.

Sauf préconisations particulières des fabricants, les valeurs à respecter pour l'eau de chauffage sont les suivantes :

- pH compris entre 9 et 11
- TH inférieur à 5°f
- Fer inférieur à 5 mg/l
- TA compris entre 5 et 30 °f
- TAC compris entre 10 et 60 °f

Le TITULAIRE réalisera **annuellement une analyse physico chimique** complète des eaux de chauffage. Les paramètres analysés seront à minima les suivants :

- Paramètres organoleptiques : couleur et aspect
- pH
- conductivité (mS/cm)
- TH (°f)
- TA (°f)
- TAC (°f)
- Fer (mg/l)
- MES (mg/l)

La première analyse d'eau des réseaux de chauffage sera effectuée par le TITULAIRE **au plus tard six mois après la prise en charge** des installations.

Le non-traitement éventuel des réseaux de chauffage avant la prise d'effet du marché ne libère par le TITULAIRE de ses obligations. Les risques ont été mesurés par le TITULAIRE et pris financièrement en compte dans le montant de la prestation P2.

Les résultats des analyses seront communiqués à l'UPPA dans les dix jours suivant la réception des résultats par le TITULAIRE. Si les analyses ne sont pas satisfaisantes, le TITULAIRE devra traiter les réseaux en conséquence et réaliser des contre-analyses.

Si le TITULAIRE constate, via les analyses d'eau ou ses observations sur site, un phénomène d'embouage en cours, le TITULAIRE prendra en charge l'injection de dispersant à action lente si l'installation est équipée d'un pot à boue avec tamis et filtres magnétiques. Dans le cas contraire, il soumettra à l'UPPA un devis P5 visant à installer ce type de matériel.

2.5.5.2 Eau chaude sanitaire

Ensemble des sites

La prestation de maintenance comprend la fourniture des réactifs et du sel nécessaires au fonctionnement des traitements filmogènes, des adoucisseurs et des traitements chlorés.

Le TITULAIRE réalisera **chaque trimestre**, à l'aide d'un TH-mètre, une mesure du TH sur le départ ECS pour les sites équipés d'un adoucisseur. La valeur du TH mesurée devra être comprise entre 10 et 15°f.

Le TITULAIRE réalisera **chaque trimestre** par un laboratoire indépendant, à ses frais, une analyse chimique de l'ECS conforme au modèle fixé par le DTU 60-1 pour les sites équipés de traitements filmogènes ou chlorés.

Les résultats des analyses seront communiqués à l'UPPA dans les dix jours suivant la réception des résultats par le TITULAIRE. En fonction des résultats observés, des mesures seront prises à la diligence du TITULAIRE.

Sites dont la production d'ECS alimente des points de puisage à risque vis-à-vis du risque légionnelle

Le TITULAIRE fera effectuer une fois par an par un laboratoire indépendant, à ses frais, une analyse chimique de l'ECS conforme au modèle fixé par le DTU 60-1. Le TITULAIRE effectuera également une analyse chimique annuelle sur l'eau de ville servant d'appoint.

La première analyse d'eau des réseaux ECS sera effectuée par le TITULAIRE **au plus tard six mois après la prise en charge** des installations.

2.5.6 Prévention des risques liés au développement bactériologique de type Légionnelle

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux sites équipés de points d'usage à risque au sens de l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} février 2010 cité ci-dessous.

Le TITULAIRE est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de son contrat pour éviter la contamination par la Légionnelle. Il devra notamment respecter l'arrêté du 1er février 2010, relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire ; ainsi que l'arrêté du 30 novembre 2005, modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou locaux recevant du public.

Sont concernés par les mesures de prévention contre la Légionnelle :

- les appareils de production,
- les réseaux de distribution,
- les matériels de traitement d'eau,
- les points d'usages terminaux.

Le TITULAIRE s'engage à respecter les températures contractuelles définies à l'article 4.3 du présent document. En outre, le TITULAIRE doit porter une attention particulière pour :

- éviter la stagnation et s'assurer de la bonne circulation de l'eau ;
- lutter contre l'entartrage et la corrosion par un entretien adapté à la qualité de l'eau et aux caractéristiques de l'installation.

Le TITULAIRE procédera aux opérations préventives suivantes :

- À chaque passage en chaufferie/sous-station (au minimum une fois par mois) :
 - Relevé des températures de départ ECS, stockage ECS, retour ECS
- Fréquence mensuelle :
 - Chasse en pied de ballon de stockage de l'ECS
 - Relevé de la température ECS pour un point d'usage à risque le plus représentatif du réseau ou à défaut le point d'usage le plus éloigné de la production d'ECS
- Fréquence annuelle :
 - Vidange, détartrage et désinfection des ballons de stockage de l'ECS ;
 - Désinfection de la résine des adoucisseurs, nettoyage des bacs à sel et de la robinetterie ;

Le TITULAIRE se charge de réaliser **chaque année** des analyses d'eau par un laboratoire agréé pour la recherche et le dénombrement de germes de Légionnelle. Chaque analyse portera sur les **4 points de prélèvement** suivants : départ ECS, retour ECS, stockage et 1 point d'usage défavorisé.

La première analyse d'eau sera effectuée par le TITULAIRE **au plus tard six mois après la prise en charge** des installations.

En cas de présence de légionelles (>1 000 UFC / L) :

- Le TITULAIRE apportera la preuve de la bonne exécution des prestations de moyen confiés (carnet sanitaire correctement renseigné, attestations diverses de nettoyage, températures satisfaisantes...).
- Les actions correctives seront définies par l'UPPA ;
- Le TITULAIRE doit être en capacité de mettre en œuvre les actions correctives dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

Si le TITULAIRE peut justifier, à partir du carnet sanitaire dûment complété, du respect des températures contractuelles d'ECS et de la bonne exécution des actions de maintenance préventives définies ci-dessus, les actions correctives et les contre-analyses légionnelles seront à la charge de l'UPPA. Dans le cas contraire, elles seront à la charge du TITULAIRE.

Toutefois, si les actions correctives ne nécessitent pas la mise en œuvre d'un équipement de traitement de l'eau et si le périmètre d'action du TITULAIRE se limite à la chaufferie/sous-station alors les actions correctives seront à la charge du TITULAIRE, même s'il a correctement effectué les actions de maintenance préventives.

2.5.7 Bras morts

La prestation comprend, au titre du P2, la recherche systématique des bras morts identifiés sur la distribution d'eau chaude sanitaire. L'ensemble du réseau de distribution ECS accessible devra être visité lors de la première année du marché.

La suppression des bras morts fera l'objet de devis P5.

2.5.8 Télésurveillance / télégestion / GTC

La prestation comprend, au titre du P2, l'entretien courant des systèmes de télésurveillance ou de télégestion des installations qui en sont munies.

L'UPPA mettra à disposition du prestataire des accès à la Gestion Technique Centralisée (GTC). La GTC est l'application Panorama de la marque CODRA.

Le TITULAIRE s'engage à vérifier et à modifier en cas de besoin la programmation et le fonctionnement des automates de régulations, capteurs et liaisons filaires jusqu'aux transmetteurs.

L'entretien courant comprend :

- la gestion des plannings hebdomadaires ;
- le contrôle de la qualité des alarmes, des comptages et des mesures ;
- la vérification complète annuelle du transmetteur.

Le titulaire aura à sa charge le renouvellement annuel du contrat de maintenance du logiciel de GTC PANORAMA auprès de son éditeur, la société CODRA.

Le contrat de maintenance en cours est valable jusqu'au 29 avril 2026. À compter de cette date, le prestataire assure la continuité du contrat de maintenance sans interruption, selon les conditions définies par l'éditeur et en lien avec les besoins de l'UPPA.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Procéder au renouvellement auprès de l'éditeur dans les délais nécessaires pour éviter toute discontinuité de service.
- Assurer la mise à jour du logiciel, ainsi que le bénéfice des éventuelles évolutions fonctionnelles couvertes par le contrat de maintenance.
- Transmettre chaque année à l'UPPA une copie du contrat renouvelé et des justificatifs de paiement.

Le TITULAIRE devra prendre en compte les téléalarmes sous forme de messages électroniques ou de sms émis par la GTC via le modem 24h / 24 et 365 jours / 365.

La prise en compte des téléalarmes de l'UPPA par le titulaire est réalisée au plus tard dans le mois suivant la date de début d'exécution.

2.5.9 Pompes puisard

Le TITULAIRE assurera l'entretien des pompes puisard de broyage et/ou relevage situées dans les locaux techniques et à l'extérieur des bâtiments. Cet entretien devra être rapporté par écrit à l'UPPA. Ces installations sont considérées comme critiques c'est-à-dire qu'elles devront être surveillées 24h/24 et 365 jours/365 car l'arrêt de ces dernières peut entraîner des inondations de bâtiments.

2.5.10 Centrales de traitement d'air et VMC

Le TITULAIRE assurera l'entretien des caissons de VMC et des centrales de traitement de l'air (CTA), le maintien en état des gaines ainsi que l'entretien des bouches d'entrée et d'extraction d'air associées aux CTA. L'entretien comprend des visites dont les tâches sont précisées aux articles 6.1 à 6.4.

D'une manière générale, le TITULAIRE prendra en charge le remplacement des consommables au titre du P2. En particulier, le TITULAIRE :

- assure la fourniture et le remplacement autant que nécessaire de tous les filtres et cadres au titre du forfait P2. Les médias filtrants doivent être conformes au moins à la qualité des médias existants ;
- assure la fourniture et le remplacement des courroies des ventilateurs et doit constamment en tenir en stock à proximité des appareils ;
- répare les éventuelles fuites sur les gaines de ventilation y compris si elles sont antérieures au commencement du marché;
- intervient pour entretenir, réparer ou remplacer les capteurs, les sondes, tout accessoire qui permet la mesure, le contrôle, la commande, la régulation de chaque caisson.

Le TITULAIRE réalisera un entretien complet des caissons de VMC et des CTA (grilles de prise d'air, ailettes des batteries, roues, intérieur des caissons, nettoyage et remplacement des filtres...) une fois par an au minimum. Le TITULAIRE produira pour chaque site une attestation d'entretien annuel comprenant l'identification des caissons entretenus.

Le TITULAIRE réalisera un nettoyage de l'ensemble des bouches d'entrée et d'extraction d'air des CTA et des bouches de VMC lors de la première année du marché.

Le TITULAIRE veillera à assurer une maintenance annuelle de la régulation de l'ensemble des équipements de ventilation y compris ceux qui concernent les compensations d'air.

Sur le site d'Anglet, exposé aux vents salins, le TITULAIRE devra prévoir l'application d'enduit anti-corrosion (de type STOP Sel ou équivalent) sur les ventilations.

2.5.11 Compteurs de fluide et d'énergie

Dans le cadre des prestations de service P2, le TITULAIRE réalise la vérification de bon fonctionnement et l'entretien des compteurs volumétriques (ECS, appoint d'eau) et d'énergie situés dans les locaux techniques.

L'UPPA et le TITULAIRE se réservent mutuellement et individuellement le droit de vérifier à tout moment le bon fonctionnement des compteurs. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge respectivement de l'UPPA ou du TITULAIRE (à la charge de celui qui a commandé la vérification) si le compteur est conforme aux normes du fabricant et à la charge du TITULAIRE, dans le cas contraire.

En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste d'un compteur, le TITULAIRE est tenu de le signaler d'urgence à l'UPPA. Il dispose d'un mois pour assurer à ses frais, sa remise en état ou son remplacement par un appareil similaire.

2.5.12 Contrôle des températures ambiantes et d'ECS

Enregistrement de température ambiante

Le TITULAIRE devra réaliser, chaque année pendant la période de chauffe et pour chaque bâtiment soumis à une clause d'intéressement, l'enregistrement de la température ambiante d'un local représentatif du bâtiment, pendant une période continue d'une semaine.

De plus, le TITULAIRE devra, suite à la demande de l'UPPA, la pose d'enregistreurs électroniques afin de relever les températures et hygrométrie des locaux concernés sur une période d'une semaine environ. Le TITULAIRE sera tenu de poser ces enregistreurs dans les 48h suivant la demande de l'UPPA.

Le traitement des données sera effectué par le TITULAIRE et un rapport de synthèse sera envoyé à l'UPPA dans la semaine suivant leur enregistrement. Ce rapport comprendra l'ensemble des données relevées ainsi que quelques éléments statistiques afin d'améliorer la compréhension générale.

Enregistrement de température ECS

Le TITULAIRE devra réaliser, chaque année et pour chaque bâtiment comprenant des points d'usage à risque au sens de l'arrêté du 1^{er} février 2010, l'enregistrement en continu pendant une semaine de la température de départ et de retour de l'ECS dans chaque chaufferie et sous-station.

De plus, le TITULAIRE doit, suite à la demande ponctuelle de l'UPPA, la pose d'enregistreurs électroniques afin de relever les températures de production d'ECS sur une période d'une semaine environ.

Le TITULAIRE sera tenu de poser ces enregistreurs dans les 48h suivant la demande de l'UPPA.

Le traitement des données sera effectué par le TITULAIRE et un rapport de synthèse sera envoyé à l'UPPA dans la semaine suivant leur enregistrement. Ce rapport comprendra l'ensemble des données relevées ainsi que quelques éléments statistiques afin d'améliorer la compréhension générale.

2.5.13 Obligations réglementaires

Le TITULAIRE contrôlera annuellement les **disconnecteurs** en chaufferie ou sous-station suivant la procédure normalisée. Le TITULAIRE établira un rapport qu'il adressera à la direction départementale des Affaires sanitaires et sociales avec copie à l'UPPA.

Le TITULAIRE produira une attestation d'entretien annuel pour les chaufferies dont la puissance installée est comprise entre 4 et 400 kW. L'attestation sera conforme à l'arrêté du 24 juillet 2020 et aux articles 224-41-4 à 224-41-9 du code de l'environnement modifié par le décret n° 2009-649 du 9 juin 2009. Cette attestation sera insérée dans le livret de chaufferie et une copie sera transmise à l'UPPA.

Le TITULAIRE produira une attestation d'entretien annuel des radiants gaz et générateurs d'air chaud gaz. Cette attestation sera insérée dans le livret de chaufferie et une copie sera transmise à l'UPPA.

Le TITULAIRE procédera au contrôle annuel de l'étanchéité des circuits de distribution du gaz naturel, conformément aux arrêtés du 23/01/2004 (article GZ 30) et 22/11/2004 (article CH 58).

Le TITULAIRE réalisera chaque année une **thermographie infrarouge** des armoires électriques associées aux équipements inclus au marché et transmettra le rapport lors du rapport annuel d'exploitation. De plus, il mesurera, au minimum une fois par an, les valeurs des résistances des prises de terre des locaux techniques ; les valeurs mesurées seront systématiquement notées.

Pour les systèmes thermodynamiques présentant une quantité de fluide frigorigène supérieure à 2 kg, l'exploitant procédera au contrôle annuel de l'étanchéité des circuits frigorigènes, conformément à l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés. Les certificats d'étanchéité seront remis à l'UPPA suite au contrôle.

Le TITULAIRE procédera, **dans la première année du marché** et conformément au décret n° 2010-349 du 31 mars 2010 et à l'arrêté du 16 avril 2010, au contrôle des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kW. Cette inspection sera réalisée par une personne dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité COFRAC. Le rapport d'inspection sera remis à l'UPPA suite au contrôle.

Le TITULAIRE lèvera les observations figurant sur les rapports des **contrôles réglementaires électriques** et apparues durant le marché. Ces rapports seront transmis par l'UPPA. Les observations à prendre en compte concernent celles des locaux techniques et des armoires électriques du CVC ou de l'ECS.

2.5.14 Livret de chaufferie et carnet sanitaire

2.5.14.1 Livret de chaufferie

Le TITULAIRE mettra à disposition et tiendra à jour pour chaque bâtiment un carnet de chaufferie sous format papier. Toutes les informations concernant les visites du TITULAIRE doivent y être impérativement consignées en détails (contrôle de combustion, relevé de température, vérifications effectuées, type de prestations effectuées...).

Chaque intervention hors chaufferie et sous station notamment sur les équipements de ventilation fera l'objet d'un compte-rendu dans le livret de chaufferie.

2.5.14.2 Carnet sanitaire

Pour chaque bâtiment comprenant un point d'usage à risque au sens de l'arrêté du 1er février 2010, le TITULAIRE tiendra à jour un carnet sanitaire sous format papier conforme à l'article R1321-23 du code de la santé public pour les installations équipées d'une production d'ECS.

Le carnet sanitaire a pour objet d'assurer la traçabilité de toutes interventions d'entretien, de maintenance et de surveillance des réseaux de distribution d'eau chaude sanitaire et des équipements susceptibles de présenter des risques de contamination.

Le carnet sanitaire est conservé dans chaque local et comporte notamment :

- L'identification du site et les coordonnées des intervenants ;
- La description des équipements de :
 - Production et distribution d'ECS ;
 - Dispositifs de protection du réseau d'eau potable ;
 - Traitement des réseaux de distribution d'ECS.
- la date des visites et interventions avec mention de la nature de l'intervention et les observations formulées, anomalies ou dysfonctionnement constatés ;
- les résultats des relevés de température ECS (stockage, départ, retour, point de puisage) ;
- les volumes d'ECS consommés ;
- les résultats des analyses d'eau physico-chimiques ;
- les résultats des analyses bactériologiques.

Les carnets sanitaires et livrets de chaufferie devront être mis en place par le TITULAIRE **dans les quatre mois suivant la notification du marché.**

2.5.15 Equipements de ventilation spécifiques aux laboratoires :

Le TITULAIRE aura à sa charge les dépannages sur les équipements de ventilation tels que :

- les sorbonnes : réseau, régulation et extraction,
- les armoires ventilées stockant des produits chimiques : réseau et extraction,
- les bras articulés orientables : réseau et extraction.

2.5.16 Equipements photovoltaïques et éolienne

Le titulaire devra réaliser, chaque année et pour chaque bâtiment :

Equipements en extérieur :

- Etat des divers éléments mentionnés (éventuelles décolorations, bris de vitre, traces, salissures...) ;
- Etat du système de montage et des fixations ;
- Etat des chemins d'évacuation d'eau de pluie ;
- Nettoyage des modules.

Vérification des éléments ci-dessous :

- Vérification et dépoussiérage des tableaux électriques, resserrage des bornes ;
- Contrôle des fusibles, disjoncteurs, parafoudres, boîtes de jonction ;
- Vérification de l'intégrité de l'onduleur et dépoussiérage de l'onduleur ;
- Mesure et consignation de la valeur de la prise de terre ;
- Mesures de tension et d'intensité côté alternatif et côté continu ;
- Vérification du fonctionnement de chaque onduleur avec consignation de la production instantanée ainsi que de la date et de l'heure du contrôle ;

- Vérification de l'installation (boîtes de raccordement, câblages, connectiques, appareils électriques) par la caméra thermique ;
- Réalisation d'un compte rendu d'intervention.

ARTICLE 2.6. DISPOSITIONS LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE OU DE PLOMB

2.6.1 Utilisation de produits amiantés

L'utilisation de matériaux amiantés est strictement proscrite.

2.6.2 Interventions sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou bien de présenter un risque d'exposition au plomb

Pour tous les bâtiments et notamment ceux dont le permis de construire est antérieur au 1er juillet 1997 ou antérieur au 1er janvier 1949 pour le plomb, l'UPPA mettra à disposition du TITULAIRE l'ensemble des informations dont il dispose concernant l'amiante et le plomb, et notamment le dossier technique « amiante » et « CREP » des bâtiments concernés par le présent contrat.

La mise à disposition de ce dossier technique ne dispense pas le TITULAIRE de procéder à l'évaluation des risques d'exposition à l'amiante. Au titre de cette évaluation, le TITULAIRE s'engage à signaler tout risque d'exposition à l'amiante pour les autres intervenants le cas échéant, les occupants de l'immeuble ou de la résidence, et l'environnement du bâtiment.

Le TITULAIRE appliquera, notamment, les dispositions du Décret n°2006-761 du 30/06/2006 modifié s'appliquant aux entreprises susceptibles d'intervenir sur des matériaux amiantés lors d'opérations d'entretien et de maintenance et des Arrêtés du 24 avril 2006 en ce qui concerne le risque d'exposition au plomb.

2.6.3 Intervention sur des matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Ces interventions doivent faire l'objet d'un cahier des charges particulier. En aucun cas le TITULAIRE ne doit intervenir si ce document ne lui a pas été fourni ou si les démarches administratives à sa charge n'ont pas abouti avec succès.

ARTICLE 2.7. GARANTIE TOTALE ET RENOUVELLEMENT P3

2.7.1 Généralités

Le P3 est l'obligation pour le TITULAIRE de réparer ou de **remplacer à l'identique ou à fonction identique**, de façon à maintenir l'installation en bon état de fonctionnement continu, **tout matériel déficient entrant dans le périmètre du marché**.

Les prestations faisant l'objet d'un devis P3 correspondent à des interventions correctives dont le montant des pièces unitaires est supérieur à 200 € HT.

Il comprend deux types d'interventions qui sont :

- les interventions urgentes, constituées principalement par les réparations ou remplacements, suite à un incident remettant en cause la continuité du service ;
- les interventions non urgentes, préventives ou curatives, nécessaires au maintien ou à l'amélioration, dans le temps, du bon fonctionnement de l'installation.

La garantie totale et renouvellement P3 exclut les points suivants :

- Les **réseaux de distribution** électrique basse tension et de courant faible des installations thermiques, climatiques, de ventilations et de GTC à l'intérieur des bâtiments et hors locaux techniques ;
- Le génie civil dans le cas d'une réparation de fuite sur un réseau ;
- Les CTA hors équipements annexes tel que moteur, poulie, volet de réglage, vanne, etc. ;
- Les radiateurs hors équipement purgeur, vanne, té de réglage, robinet ;
- Les conduits de fumées maçonnés ;

- Le remplacement de la GTC.

2.7.2 Obligations du TITULAIRE

Le TITULAIRE est réputé connaître les ouvrages couverts par la garantie totale et renouvellement P3. En conséquence, il renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de l'exécution des travaux.

Le TITULAIRE reconnaît que les redevances afférentes à la Garantie Totale sont suffisantes pour lui permettre d'assurer cette charge.

Pour les interventions urgentes, le TITULAIRE doit informer le plus rapidement possible l'UPPA :

- Du motif de la panne ;
- Des conséquences prévisibles pour les occupants ;
- Des délais de réparation.

L'UPPA peut à tout moment procéder à toute vérification utile ou faire contrôler les travaux réalisés par un organisme de son choix. Ces contrôles ne dégagent en rien la responsabilité du TITULAIRE qui est pleine et entière. En cas de défaillance, le coût du contrôle sera à la charge du TITULAIRE.

Le TITULAIRE engagera les dépenses P3 qu'après accord par écrit de l'UPPA sous la forme d'un « devis P3 » sur lequel l'UPPA apposera la mention « Lu et approuvé, devis reçu avant exécution des travaux ». Par devis P3, nous entendons un devis hors taxe mentionnant l'objet des travaux, le site, le bâtiment et le local où sont réalisés les travaux, la désignation et le quantitatif des matériels et de la main d'œuvre.

En outre, le MAITRE D'OUVRAGE délègue au TITULAIRE tout droit de recours qu'il détient en particulier à l'encontre des constructeurs, fournisseurs et fabricants de matériel. Il s'engage à le faire bénéficier des indemnités reçues de ses assureurs pour les dommages ayant atteint les installations et réparés aux frais avancés du TITULAIRE au titre du Gros Entretien. Il le subroge dans ses droits à indemnisation au titre de ces assurances.

Enfin, tous les travaux effectués au titre du P3 comprennent implicitement la remise en état (propreté des locaux, réfection des abords, réparation des dégradations) des locaux, installations ou abords non concernés par les travaux mais ayant subi des dégradations inhérentes à la réalisation de ces travaux.

2.7.3 Travaux d'amélioration

Le TITULAIRE pourra solliciter l'UPPA concernant un accord de financement supplémentaire hors P3, lorsqu'il envisagera de poser, sur une installation, du matériel qui, allant au-delà du simple remplacement, entraînerait un surcoût. Ce financement supplémentaire ne peut en aucun cas concerner une amélioration liée à une évolution de la réglementation (exemple : la mise en place de pompes à débit variable ou de chaudières à condensation..). **Les équipements défectueux qui ne sont plus commercialisés seront remplacés par un matériel techniquement équivalent au titre du P3.**

Si le TITULAIRE obtient cet accord, il pourra alors réaliser les travaux et facturer à l'UPPA le montant, préalablement agréé de celui-ci, qui correspond à l'amélioration technologique apportée à l'installation par ce matériel mis en œuvre.

Il en est de même lorsque le matériel à remplacer ne fait pas partie du matériel pris en charge au titre du P3. À ce titre, le TITULAIRE établira un devis à la charge de l'UPPA détaillant la part main d'œuvre, de la part fourniture.

Parallèlement, lorsque l'UPPA engagera, de son fait, des travaux d'amélioration d'une installation de chauffage, il sollicitera du TITULAIRE une participation financière P3 pour la part, préalablement agréée du TITULAIRE, qui correspond au simple remplacement du matériel.

2.7.4 Procédures à respecter

2.7.4.1 En cours d'exercice

Le TITULAIRE devra fournir à l'UPPA les demandes d'imputation P3 sous un délai maximum d'un mois à réception de la demande d'imputation et **au fil de l'eau pour validation (gestion transparente)**. Elles comprennent :

- Le descriptif des travaux proposés ;

- Le prix du matériel, affecté du coefficient d'entreprise renseigné au BPU ;
- Le coût de la main d'œuvre, basé sur les taux horaires renseignés au BPU ;
- Le coût de la sous-traitance, affecté du coefficient d'entreprise renseigné au BPU ;
- Le délai de réalisation.

Elles seront accompagnées des devis justificatifs du montant d'achat de la fourniture et de la sous-traitance.

Les interventions non urgentes ne pourront être engagées par le TITULAIRE sans que la demande d'imputation au titre du P3 n'ait été validée par la DP de l'UPPA avant les travaux. Ce dernier pourra demander la mise en place d'un matériel autre (plus performant, d'une autre marque, etc.). **Il devra donc y avoir nécessairement accord de l'UPPA sur les choix des interventions faites au titre du P3.**

Pour les interventions urgentes, la demande d'imputation au titre du P3 sera transmise à l'UPPA pour validation, au plus tard 2 (deux) semaines après exécution de l'intervention. **Le TITULAIRE devra tout de même obtenir l'accord oral de l'UPPA avant exécution des travaux.**

À chaque dépense réalisée, le TITULAIRE devra fournir un bilan complet des travaux P3 réalisés (voir CCAP). Chaque ligne d'imputation P3 comprendra :

- La nature des travaux réalisés ;
- Le prix d'achat et de vente du matériel avec mise en évidence du coefficient d'entreprise renseigné au BPU ;
- Le prix d'achat et de vente de la sous-traitance, affecté du coefficient d'entreprise renseigné au BPU ;
- La quantité et le taux horaire de la main d'œuvre, dont la valeur est précisée au BPU.

Chaque ligne devra être justifiée par la fourniture des factures d'achat (matériel et sous-traitance).

2.7.5 Devenir du matériel

Tout matériel renouvelé par le TITULAIRE, pour tout ou partie dans le cadre de la garantie P3, deviendra propriété de l'UPPA dès sa réception et bénéficiera dès lors des termes de la garantie P3 et des prestations P2.

Le TITULAIRE pourra demander une modification des prix P2 et P3 pour tout matériel installé en sus ou en complément des appareils déjà présents, hors cas de remplacement desdits matériels. Il devra cependant au préalable avertir l'UPPA des incidences que la mise en place de ces nouveaux appareils aura sur les coûts P2 et P3. Après accord de l'UPPA, ces modifications seront contractualisées par voie d'avenant.

ARTICLE 2.8. PRESTATIONS HORS FORFAIT - BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

Les prix des prestations hors forfait sont calculés sur la base du Bordereau des Prix Unitaires et sur devis acceptés, ceci au choix de l'UPPA. Dans le cadre des prestations hors forfait, le TITULAIRE garantit à l'UPPA le meilleur prix sur l'ensemble des pièces détachées et des fournitures remplacées.

Les opérations de maintenance corrective non comprises dans le forfait seront rémunérées selon le détail des heures réelles passées du personnel, attesté par un attachement signé de l'UPPA et sur les bases suivantes :

- prix des pièces et matières premières attestées par les factures fournisseurs, affectés du coefficient contractuel exprimé dans le BPU ;
- coût de la main d'œuvre correspondant aux taux horaires exprimés dans le BPU ;
- coût de la sous-traitance, attestée par la facture du sous-traitant, affecté du coefficient de sous-traitance contractuel exprimé dans le BPU ;
- Coût des travaux exprimés dans le BPU ;

Sauf spécifications contraires, tous les prix du bordereau intègrent l'ensemble des dispositions liées à la fourniture des moyens nécessaires à la bonne et complète réalisation (main d'œuvre, consommables, équipement, matériel, nettoyage, suivi, test et toutes sujétions) des travaux demandés par l'UPPA pour fournir une installation ou un ouvrage clé en main. De ce fait, le Titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération supplémentaire par manque de précision dans la formulation. Les prix comprennent notamment et de manière non-exhaustive :

- La fourniture principale et les fournitures accessoires ;
- La fourniture des matériaux ou matériels nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que de l'amenée à pied d'œuvre de ces derniers ;
- Les matériaux permettant de procéder à la pose et à la dépose éventuelle ;
- La main d'œuvre permettant d'effectuer les différentes opérations préliminaires et la pose définitive y compris les équipements de sécurité nécessaires pour respecter les réglementations ;
- Le stockage et la surveillance des matériels et outils ;
- Les dépenses liées aux réparations ou remises en état de locaux, matériels ou appareils éventuellement détériorés ;
- Les dépenses liées au nettoyage quotidien de la zone de travail et au nettoyage définitif du chantier ;
- Les dépenses liées à l'enlèvement quotidien et définitif des emballages, déchets et petits gravois et mise en décharge ;
- L'implantation des ouvrages aussi bien en superstructure qu'en infrastructure ;
- Les interventions jusqu'à hauteur de 3,30 m de niveau de plateforme de travail pour une hauteur d'ouvrage à 5 m par rapport au niveau de mise en œuvre, aussi bien pour les parois que pour les plafonds et les rampants ;
- Les demandes d'autorisations de voiries et de toutes démarches réglementaires assujetties aux prestations des marchés subséquents qui seront à la charge de l'entreprise ;
- L'exiguïté ou de l'encombrement éventuel des locaux ;
- Les contraintes de sécurité ainsi que des moyens d'accès aux locaux (conditions d'accès, de stationnement) ;
- La prise en charge des fluides et énergies ;
- Les manutentions jusqu'à l'emplacement du chantier (quels que soient les étages) ;
- Les frais de déplacement et d'approvisionnement ;
- Les chutes et casses éventuelles.

ARTICLE 2.9. TRAVAUX REALISES PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE

Aucune intervention ne pourra être réalisée sur les installations faisant l'objet du présent marché par une entreprise extérieure sans une information préalable du TITULAIRE. L'avis du TITULAIRE sera demandé systématiquement lors des phases de conception d'un projet.

Cet avis, uniquement consultatif, fera l'objet d'une minute jointe au dossier destiné à l'UPPA. L'accès aux installations, faisant l'objet du présent marché, par une entreprise extérieure ne pourra se faire sans que le titulaire du présent marché n'en soit informé.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant et à l'issue des travaux. Le TITULAIRE pourra demander l'assistance de l'UPPA ou de son mandataire pour l'établissement de ces documents.

Le TITULAIRE a l'obligation, en tant que sachant, d'alerter l'UPPA sur toute non-conformité ou anomalie qu'il pourrait constater au cours des travaux. Ce devoir d'alerte est permanent.

La réception des travaux, avec ou sans réserve, en présence du prestataire, sera immédiatement suivie de la prise en charge, dans le cadre d'une modification de contrat, des installations nouvellement exécutées.

Les procès-verbaux de réception constituent l'état des lieux initial, ainsi que les conditions particulières de la mise en jeu de la garantie des équipements.

Dès la phase de conception d'une opération de travaux sur les installations de CVC, Le TITULAIRE établira et proposera à l'UPPA une modification de contrat pouvant donner lieu à un avenant.

Ce document traitera de la modification, avec ou sans incidence financière, des redevances d'exploitation :

- Les cibles NB de consommation ;
- Le P2 conduite et maintenance des équipements et différentes installations nouvelles, ou partie d'installation à prendre en charge et de la suppression des précédentes.
- Le P3 garantie totale et renouvellement des équipements et différentes installations nouvelles, ou partie d'installation à prendre en charge et de la suppression des précédentes qui débutera à l'expiration des années de garanties (biennale et de parfait achèvement).

ARTICLE 2.10. CALCUL DE L'INTERESSEMENT

L'ensemble des modalités liées à l'intéressement est précisé à l'article 14 du CCAP.

ARTICLE 2.11. RAPPORT DE FIN DE SAISON DE CHAUFFE

A la fin du mois de juin de chaque exercice, le TITULAIRE remettra un bilan des consommations où devront figurer :

- les dates d'allumage et d'arrêt du chauffage et les DJR de la période de chauffe ;
- le tableau des consommations d'énergie et d'ECS prises en compte sur la saison de chauffe,
- le calcul des écarts sous forme de tableau excel entre les consommations réelles et les cibles en vigueur avec une analyse des écarts éventuellement constatés. Cette analyse pourra proposer de façon non exhaustive : des travaux d'amélioration, des modifications des conditions d'exploitation, des ajouts de comptages pertinents.

ARTICLE 2.12. RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Dès la transmission des factures par l'UPPA et dans un délai maximal de 1 mois (hors période de fermeture administrative) à compter de cette dernière, le TITULAIRE remettra à l'UPPA un bilan de l'année écoulée où devront notamment figurer :

- le RDTS avec les listes de matériel à jour ;
- le tableau du calcul d'intéressement validé ;
- les analyses d'eau physico-chimique des réseaux chauffage, fluide glycolé, Eau chaude sanitaire et Eau de Ville ;
- les analyses d'eau bactériologiques ;
- les PV de ramonage des conduits de fumées ;
- les attestations d'entretien des radiants gaz et générateurs d'air chaud gaz ;
- les attestations d'entretien de VMC et des caissons de CTA ;
- les enregistrements de température chauffage et ECS ;
- les rapports de contrôles du matériel :
 - PV annuel de contrôle des disconnecteurs ;
 - Attestation annuelle d'entretien des chaudières (4 à 400 kW) – à transmettre sur demande pour les commissions de sécurité ;

- PV annuel de contrôle de l'étanchéité des circuits de gaz naturel ;
- Rapport de thermographie infrarouge ;
- Certificat annuel d'étanchéité des circuits de fluide frigorigène (> 2 kg)
- À l'issue de la première année : rapport d'inspection des pompes à chaleur et systèmes de climatisation (Pfroid > 12 kW) ;
- PV de contrôle des détections gaz et incendie.
- le bilan par installation des dépannages (nombre d'interventions, temps passé par intervention par bâtiment et par métier (CVC, plomberie, électricité, etc.), et sur l'année écoulée);
- la synthèse présentant les travaux réalisés ainsi que les évolutions souhaitables des installations en matière de sécurité, d'économie d'énergie et de pérennité de fonctionnement ;
- La mise à jour du plan de prévention ;
- le bilan financier du compte P3 pour l'année écoulée et pour chacun des bâtiments ;
- le bilan financier du compte P3 depuis le début du contrat (solde P3).

ARTICLE 2.13. CONTROLE DE L'EXPLOITATION

L'UPPA contrôle la bonne exécution du présent contrat. L'UPPA pourra entrer à toute heure dans les locaux techniques, accompagné ou non du TITULAIRE, sans intervenir sur les installations.

Le TITULAIRE rendra compte de la bonne marche des installations et se prêtera à toutes visites et contrôles demandés. De plus, le TITULAIRE s'engage à tenir compte des observations formulées et devra exécuter les travaux qui lui incombent dans les meilleurs délais.

ARTICLE 2.14. REUNIONS

2.14.1 Réunions d'exploitation

L'UPPA organisera 3 types de réunions :

- des réunions mensuelles d'exploitation,
- une réunion de présentation du rapport de fin de saison de chauffe,
- une réunion de présentation du rapport annuel d'exploitation.

Ces réunions se dérouleront dans les locaux de l'UPPA. Des réunions supplémentaires pourront être organisées par l'UPPA. Les réunions pourront selon les cas se dérouler en visioconférence.

2.14.2 Interruption du service

Chaque intervention est programmée de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers, et notamment éviter toute interruption de service (chauffage et ECS).

Néanmoins, toute intervention programmable nécessitant une interruption de service doit faire l'objet d'une demande formelle préalable du TITULAIRE à l'UPPA, a minima dix (10) jours ouvrés avant l'intervention précisant notamment :

- la nature et l'étendue de l'intervention ;
- le planning d'intervention et la durée d'interruption du service ;
- les moyens humains et techniques prévus pour l'intervention.

ARTICLE 2.15. PROCEDURE EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, le TITULAIRE a, pour les installations relevant de sa compétence telles que décrites dans le contrat, la responsabilité :

- de déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde ;
- de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et / ou de remplacement ;
- de prévenir l'UPPA.

En particulier, en cas de panne supérieure à 24 heures entraînant une coupure de chauffage ou d'ECS ou de froid, le TITULAIRE doit prévoir des moyens de secours pour maintenir la production, soit par chaudière mobile, convecteur électrique, clim mobile ou tout autre moyen de production.

Si l'origine du sinistre ou de la rupture de la continuité du service est de la responsabilité du TITULAIRE, la mise en œuvre des moyens de secours est à sa charge.

ARTICLE 2.16. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHE

À la fin du marché, le TITULAIRE remettra à la disposition de l'UPPA, toutes les installations et matériels confiés.

Ces matériels et installations comprennent ceux qui ont été mis en place avant et pendant l'exploitation, avec l'accord de l'UPPA, sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par le TITULAIRE, sauf s'il en a été convenu autrement au moment de leur installation.

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Tous les documents d'exploitation et de maintenance sont remis à l'UPPA. La remise concernera notamment les moyens d'accès aux locaux (clés et badges) et les boîtiers de connexion aux automates.

Trois mois avant la fin du marché, l'UPPA demandera l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux de **l'ensemble des matériels** ou équipements et de leur niveau d'entretien, avec la présence éventuelle de tout expert désigné par lui-même. L'UPPA pourra également demander à ce que le nouvel exploitant des installations soit associé à l'état des lieux afin d'assurer une passation efficace.

Le TITULAIRE dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par l'UPPA à la charge du TITULAIRE. Le paiement de ces travaux est assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

A la date de fin de marché, le TITULAIRE doit avoir effectué l'entretien de fin de saison permettant aux installations de démarrer une nouvelle saison.

Titre 3. OBLIGATIONS DE L'UPPA

L'UPPA met à la disposition exclusive du TITULAIRE, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution du marché :

- les locaux des chaufferies et sous-stations ;
- les installations décrites dans le présent CCTP.

À cet effet, l'UPPA fournira, en nombre défini dans les PV de prise en charge des installations, les clefs, télécommandes, badges (etc) d'entrées de bâtiments, d'accès aux installations, et de cadenas d'échelle. Le TITULAIRE a la responsabilité d'en équiper son personnel.

Si le TITULAIRE souhaite installer un dispositif particulier (tubes scellés dans le mur par exemple), il devra auparavant demander l'accord de l'UPPA et les travaux correspondants seront à sa charge.

L'UPPA :

- s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à la disposition du TITULAIRE ;
- maintient le clos et couvert en bon état des locaux mis à disposition du TITULAIRE ;
- assure à ses frais toutes les prestations et fournitures, telles que l'eau, l'électricité, qui ne sont pas à la charge du TITULAIRE, et qui sont nécessaires à la bonne marche des installations ;
- fournit au TITULAIRE toutes informations nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- informe le TITULAIRE de toutes modifications des personnels en relation avec lui ;
- doit rendre, à ses frais, les installations conformes à la législation ou réglementation en vigueur.

Visites réglementaires :

Les missions de contrôle des installations électriques par un Bureau de Contrôle restent à la charge et à l'initiative de l'UPPA.

L'UPPA transmettra au TITULAIRE une copie des rapports pour les parties qui le concernent.

Titre 4. CONDITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 4.1. CHAUFFAGE DES LOCAUX

4.1.1 Température contractuelle

Les températures s'entendent en régime établi, portes et fenêtres fermées, locaux secs, meublés et occupés suivant leur destination et pour une vitesse des vents normale. La température intérieure est définie comme la température résultante sèche mesurée au centre du local entre 1,50 m et 1.70 m au-dessus du sol.

L'écart avec les températures intérieures exigées est de **-0°C/ + 1°C**. Au-delà de cet écart, les pénalités définies à l'article 17 du CCAP sont applicables.

La température extérieure minimale de référence est de -5°C.

Régime de confort

Pendant la période effective de chauffage, le TITULAIRE assurera, dans tous les locaux chauffés y compris les plus défavorisés, les températures contractuelles de confort définies dans le RDTS.

Dans le cas où la température extérieure s'abaisserait au-dessous de la température extérieure minimale de référence, l'exploitant assurera le meilleur chauffage compatible avec la puissance des installations et leur sécurité de marche. Il évitera dans ce cas, selon les caractéristiques du bâtiment, le régime de réduit.

Régime de réduit

Un régime de ralenti devra être programmé par le TITULAIRE dès que le bâtiment est inoccupé pendant plus de 8 heures consécutives. La température de réduit sera 3°C inférieurs à la température de confort.

Les périodes de réduit seront ajustées en fonction de l'usage et des besoins des sites. Au fil de l'eau, l'UPPA remettra au TITULAIRE le planning précisant les horaires d'utilisation des locaux dont l'occupation est intermittente.

Dans tous les cas, l'abaissement de la température intérieure et la reprise de sa valeur normale devront être programmés avec un décalage suffisant pour que la diminution des températures intérieures des locaux ait lieu réellement et seulement pendant les horaires d'inoccupation des bâtiments.

Régime hors gel :

Lorsqu'un local ou groupe de locaux est inoccupé pendant une période supérieure à 48 heures consécutives, le TITULAIRE doit, sous réserve que les caractéristiques de l'installation le permettent, y maintenir un régime d'entretien au cours duquel les températures intérieures correspondent à la sécurité contre le gel des installations et/ou au maintien en bon état des locaux.

La température pourra être abaissée jusqu'à 12°C, voire jusqu'à 8°C sous réserve que l'ensemble des dispositions soient prises pour que cet abaissement de température ne provoque aucun dégât dans les locaux, notamment gel et condensation.

Les locaux d'enseignement sont notamment concernés par le régime hors gel.

Modification des températures contractuelles

Occasionnellement, des dérogations exceptionnelles de consigne de certains bâtiments seront notifiées et transmises au TITULAIRE avec un préavis de 24h.

En cas de modification définitive des températures contractuelles par l'UPPA, l'objectif de consommation (NB), pour le calcul de l'intéressement, sera ajusté d'un commun accord entre les deux parties.

4.1.2 Saison de chauffe

Quelle que soit la période, le TITULAIRE est tenu de respecter les conditions de mise en route et d'arrêt définies au RDTs.

ARTICLE 4.2. CLIMATISATION

La température extérieure maximale de référence est de 34°C.

Les dates de mise en route et d'arrêt du rafraîchissement sont communiquées au TITULAIRE par l'UPPA au minimum deux (2) jours ouvrés avant l'action via un courrier électronique. À titre indicatif, hormis les locaux spécifiques (salles serveurs, laboratoires) pour lesquels le besoin de rafraîchissement ou de gestion de l'hygrométrie est continu, les dates de démarrage interviennent dans le courant du mois de juin, et les dates d'arrêt dans le courant du mois de septembre. Il appartient au TITULAIRE de s'être assuré au préalable de la capacité des installations à démarrer dans ce délai.

Les périodes de rafraîchissement sont soumises à des modifications ponctuelles et exceptionnelles (par exemple le plan canicule). Dans ce cas, l'UPPA transmet au TITULAIRE le planning d'occupation et les conditions de service attendues au minimum deux (2) jours ouvrés avant la période exceptionnelle.

Les températures et les horaires de rafraîchissement des locaux non spécifiques sont les suivants :

- **27 °C pendant les horaires d'occupation,**
- **à l'arrêt en dehors des périodes d'occupation (pas de réduit).**

Tolérance : **-1°C/+0°C sur la mesure de la température ambiante.**

Les températures et les horaires de rafraîchissement des locaux serveurs sont les suivants :

- **24 °C en continu**
- **Absence d'arrêt – service assuré toute l'année**

Tolérance : **-1°C/+0°C sur la mesure de la température ambiante.**

Il est rappelé la nécessité de respecter la réglementation relative à la maîtrise des consommations énergétique, et notamment : les articles R.131-29 et R.131-30 du code de la construction et de l'habitation qui limitent l'utilisation des systèmes de climatisation : dans les locaux dans lesquels est installé un système de refroidissement, celui-ci ne doit être mis ou maintenu en fonctionnement que lorsque la température intérieure des locaux dépasse 26 °C.

Dans le cas où la température extérieure serait supérieure à la température maximale de référence, le TITULAIRE doit assurer un écart entre la température extérieure et la température intérieure d'environ 6°C.

ARTICLE 4.3. EAU CHAUDE SANITAIRE

La fourniture d'ECS devra être assurée toute l'année. Les régimes de température suivants devront être respectés pour l'ensemble des bâtiments équipés de production d'ECS.

Régime normal :

- La température de l'eau chaude au départ du réseau doit être maintenue à 58°C (-0°C, +2°C) ;
- La température de stockage de l'ECS doit être supérieure à 55°C ;
- La température de l'ECS doit être supérieure à 50°C en tout point du réseau.

Régime ralenti :

Aucun ralenti de nuit ne sera toléré.

Titre 5. DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Les clauses du Guide de rédaction des Marchés Publics d'exploitation du chauffage en application de la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007, non rappelées dans le présent CCTP, et non contradictoires au présent document, sont applicables.

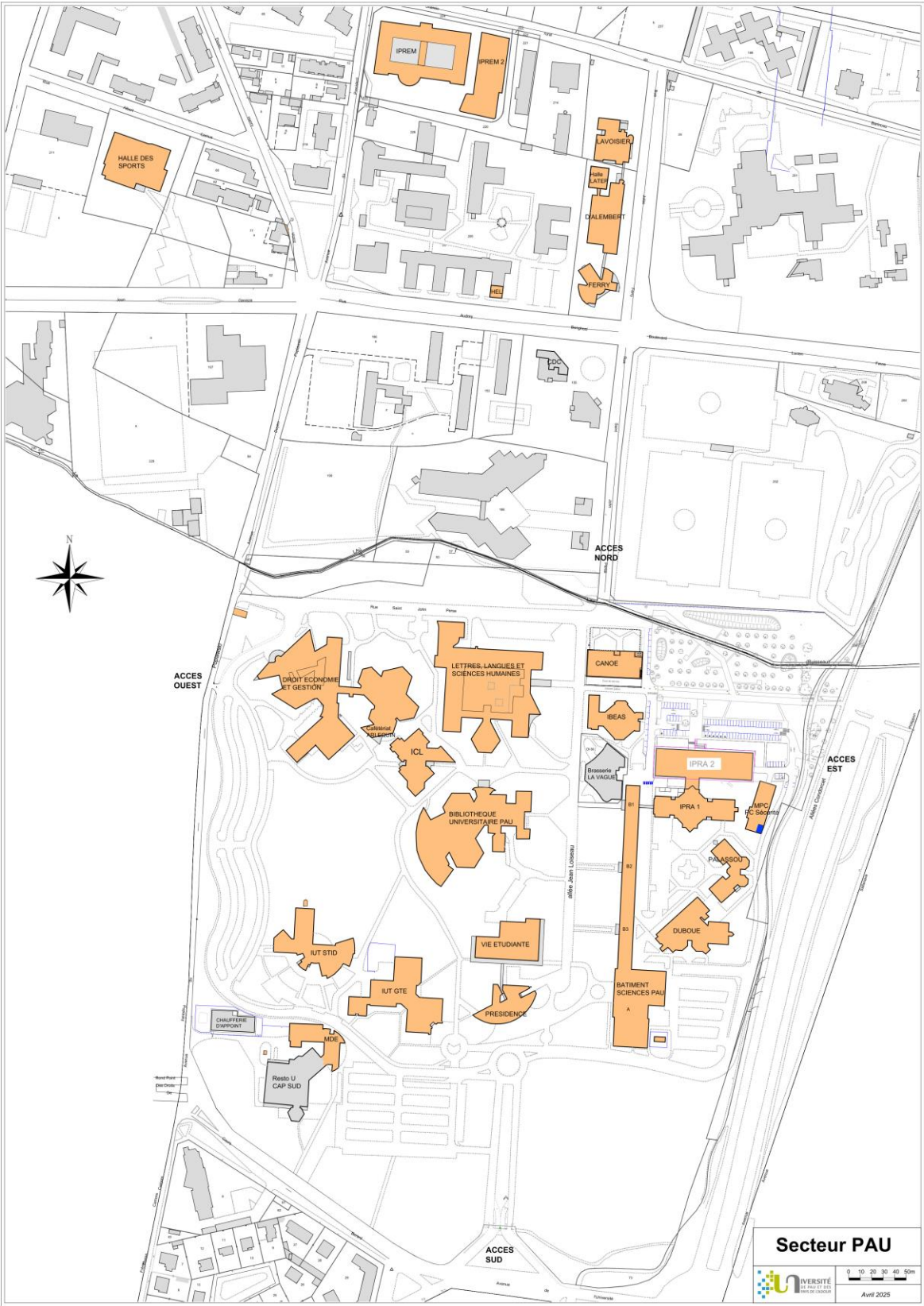
Titre 6. ANNEXES

ARTICLE 6.1. RDTS (RECUEIL DES DONNEES TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES) SITE DE PAU

6.1.1 Caractéristiques du CAMPUS de PAU

Bâtiments	Surface indicative SUB (m²)	Année de construction	Informations complémentaires à titre indicatif
Bâtiments A et B	9763	1965	Rénovation complète en 2010 et 2022
Palassou	1515	1990	
Duboué	2832	1991	Remplacement régulation en 2022
IBEAS	963	1984	Rénovation complète en 2008
CANOE	1234	2015	
IPREM 1	6787	2007	2021 (régulation)
IPREM 2	3902	2022	
Vie étudiante	1820	1971	Rénové 2016 avec dernière phase 2019 à 2022
Bibliothèque	5198	1973	extensions 1995, 1999 - rénové 2019 puis 2021 (régulation)
Institut Claude Laugénie	1942	1989	2021 (régulation)
Lettres	8717	1971	extensions 1995 et 2001 puis 2021 (régulation)
Droit	9911	1977	extensions 1991, 1996 et 2015 - puis 2021 (régulation)
Présidence	1978	1994	2021 (régulation)
PC Sécurité	347	2017	
Maison de l'étudiant	896	2005	2021 (CVC)
FERRY	797	1993	2024
D'ALEMBERT	4475	1964	2024
LAVOISIER	973	1998	
Halles des Sports	2020	2001	2024 (ECS uniquement)
IUT GTE	2752	1986	
IUT STID	2419	1992	
IPRA	6282	1987 (IPRA1) et 2023 (IPRA2)	IPRA 1 : rénové 2024

6.1.2 Plan du CAMPUS



6.1.3 Obligations de confort et de service

6.1.3.1 Chauffage - Cibles indexées sur la rigueur climatique

Le chauffage est assuré sur une période contractuelle de 213 jours du 15 octobre au 15 mai (214 les années bissextiles). A cette période contractuelle de 213 (214) jours correspond le nombre de degrés jours de base 18°C de **1771 DJU calculés sur les DJ trentenaires 1991-2020 de la station météorologique de PAU-UZEIN (Saisons de chauffe)**.

Cette période de chauffage pourra être, à l'initiative de l'UPPA, anticipée, différée ou interrompue selon les évolutions des conditions climatiques extérieures.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande verbale de l'UPPA, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) du TITULAIRE. Cette demande sera individuelle par bâtiment ou par installation de bâtiment.

Le TITULAIRE présentera un relevé des compteurs le jour de la mise en service et de l'arrêt du chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

Pour le calcul du cumul des degrés jour des différentes périodes de fourniture, seront pris en compte :

- Les jours de mise en route.
- Les jours N-1 de mise à l'arrêt.

Engagement de consommation chauffage : à déterminer par le TITULAIRE en MWh/an par bâtiment dans le document « Cibles NB à compléter ».

Température à assurer jusqu'à une température extérieure de -6° C.

Les réduits de vacances et de week-end devront faire l'objet d'un planning conjointement et préalablement arrêté entre le TITULAIRE et l'UPPA.

Cas particuliers : pour les bâtiments IPREM 1, IPREM 2 et IPRA, le chauffage est assuré toute l'année. La période de chauffe prise en compte sera considérée du 1^{er} septembre au 30 juin.

6.1.3.2 Rafraîchissement / Climatisation.

Le rafraîchissement/ climatisation est assuré :

- En Été/hiver pour assurer un rafraîchissement permanent dans les locaux spécifiques : laboratoires de l'IPREM 1 et 2, de l'IPRA, salles serveurs du Droit, d'Alembert et IUT GTE.
- En Été pour le rafraîchissement saisonnier des locaux non spécifiques. Le rafraîchissement des locaux est assuré lorsque la température intérieure dépasse 26°C.

Température de confort à assurer dans les locaux non spécifiques, traités ou équipés de terminaux : 26°C intérieur jusqu'à 32°C extérieur et - 6°C par rapport à la température extérieure au-delà de 32°C extérieur.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le rafraîchissement dans les 12 heures qui suivent la demande verbale du Client, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

6.1.3.3 Eau chaude sanitaire.

L'ECS sera assuré toute l'année 24h/24.

Température de stockage : supérieure à 55° C en permanence.

6.1.3.4 Suivi des températures contractuelles.

Ces relevés sont tenus à disposition permanente de l'UPPA. Pour ce faire, le TITULAIRE indiquera à l'UPPA l'emplacement des enregistreurs de température dans chaque bâtiment.

Pour rappel : des pénalités sont prévues pour l'absence de la mise en place des enregistreurs de températures telle que définie ci-dessous.

Chauffage - Climatisation / Rafraîchissement :

Seront mis en œuvre en continu sur le site, sous quinzaine à partir de la prise d'effet du marché :

- un enregistrement intérieur par bâtiment dans un local ayant un besoin de chauffage seul. L'emplacement de cet enregistreur sera choisi d'un commun accord avec le client.
- un enregistrement intérieur par bâtiments dans un local ayant un besoin permanent de climatisation. Quand il n'y a pas de local ayant un besoin permanent de climatisation dans un bâtiment, l'enregistreur sera alors placé dans un 2ème local ayant un besoin de chauffage seul.

Nota : tous les enregistreurs pourront être déplacés à la demande de l'UPPA en fonction des insuffisances constatées.

6.1.3.5 Analyse d'air

Localisation et définition des points de mesure :

- en prise d'air neuf :
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)
 - 1 mesure de CO²
 - 1 mesure de CO
 - 1 mesure physique (température sèche, humidité)
- en centrale de traitement d'air
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)

Ces analyses seront réalisées une fois par an.

6.1.3.6 Températures et programmes à assurer :

Type d'occupation		T° d'occupation (1)	Horaires	Jours de fonctionnement	Ralenti	
					Ralenti la nuit,	Ralenti Weekend, J.F et Vacances scolaires
Amphis, Bureaux, Salles de cours	m²	19°C +1°C	8h / 19h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Circulations	m²	16°C +1°C	8h / 19h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Gymnase	m²	16°C +1°C	8h / 22h 10h / 20h 10h / 18h	L, M, M, J, V S D.	- 2°C	- 8°C
Vestiaires de la halle des sports	m²	19°C +1°C	8h / 22h 10h / 20h 10h / 18h	L, M, M, J, V S D	- 2°C	- 8°C
Studio de danse	m²	19°C +1°C	8 h / 22 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Locaux spécifiques à température contrôlée permanente (Iprem1, Iprem2 et Ipra)	m²	20°C	24h / 24	365 jours / an	Sans objet	Sans objet
Bibliothèque	m²	19°C +1°C	8 h/19 h 8 h/13 h	L, M, M, J, V S	- 2°C	- 8°C
IUT GTE	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Salle de cours bât C UFR Droit,	m²	19°C+1°C	8 h/19 h 8 h/12 h	L, M, M, J, V S	- 2°C	- 8°C

(1) : le +1°C correspond à la température supposée être dégagée par l'activité matérielle ou humaine dans une salle (matériels informatiques et autres, présence de personnes, éclairages,...). Dans une salle occupée, la température est censée être à 19°C à 8h00 et 20°C en milieu de journée vers 12h00.

NOTA : des dérogations à ces horaires pour événements exceptionnels seront à prendre en compte.

6.1.4 Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables

Le TITULAIRE doit sans exception dans le cadre du présent marché la totalité des consommables (huiles, graisses, voyants, fusibles, courroies, raccords, joints, etc.) et divers produits de traitement nécessaires à l'exploitation des installations prises en charge, notamment :

- les filtres pour les C.T.A., ventilo-convecteurs et autres,
- les liquides frigorigènes, solaires, recharges en gaz et huiles spéciales, les produits de traitement d'eau,
- Les calorifuges et réfractaires,

- les produits anti-légionnelle.

Le TITULAIRE doit également d'une manière générale la totalité des pièces de rechange, des petites fournitures d'entretien et de réparation. La main d'œuvre nécessaire d'installation de ces fournitures étant comprise dans la prestation P2 du présent marché. Il devra également constituer, et gérer le stock nécessaire des consommables, et pièces de rechange préconisées par les fournisseurs, pour éviter toute rupture d'approvisionnement et de continuité de service.

6.1.5 Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements

6.1.5.1 Continuité des services :

Pour chaque installation technique, le TITULAIRE s'engage à respecter à minima les obligations définies ci-dessous :

Lot technique	Réactivité de 7h à 19h		Délai (1) maximum de remise en service	Nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées
	Locaux Occupés	Hors occupation		
Chauffage Production Distributions -Confort	1 heure 1 heure	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	2 par an 1 par trimestre
Raîraîchissement/clim Informatique Confort	2 heures	2 heures	2 heures	2 par an 1 par trimestre
Ventilation Sorbonnes, bras articulés, CTA, armoires ventilées	2 heures	4 heures	4 heures	2 par an 1 par trimestre
ECS Production Distributions -Confort	2 heures 2 heures	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	2 par an 1 par mois
GTC	2 heures	2 heures	4 heures	1 par mois
Autres équipements (non précisés)	2 heures	4 heures	12 heures	1 par mois

Installations critiques : pompes de relevage IPREM 1, IPREM 2 et de l'IPRA, pompes à chaleur des salles serveurs d'Alembert.

Lot technique	Réactivité 24 h/24h		Délai (1) maximum de remise en service	Nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées
	Locaux Occupés	Hors occupation		
Chauffage : Production	1 heure	4 heures	4 heures	2 par an
Distributions -Confort Locaux spécifiques, laboratoires.	1 heure	4 heures	4 heures	1 par trimestre
Rafrâichissement/clim Salles serveurs, salles de TP, laboratoires, chambres froides	1 heure	1 heure	1 heure	2 par an
Confort	2 heures	8 heures	8 heures	1 par trimestre
Ventilation Sorbonnes, bras articulés, CTA, armoires ventilées	1 heure	4 heures	4 heures	1 par trimestre
ECS Production	2 heures	4 heures	4 heures	2 par an
Distributions -Confort	2 heures	8 heures	8 heures	1 par mois
Supervision	2 heures	2 heures	4 heures	1 par mois
Autres équipements (non précisés)	2 heures	4 heures	12 heures	1 par mois
Pompes relevage EU/EP	1 heure	1 heure	1 heure	1 par an

(1) Ces délais seront éventuellement corrigés du délai d'approvisionnement justifié pour des matériels ne pouvant être tenus en stock, et pour un désordre n'ayant pu être préventivement appréhendé. Par justifié, il est entendu que le TITULAIRE devra préciser sur la GMAO, les délais de remise en service et raisons en cas d'impossibilité « matériel » d'une remise en service dans les délais contractuels. Au-delà de ce nouveau délai, les pénalités seront prévues.

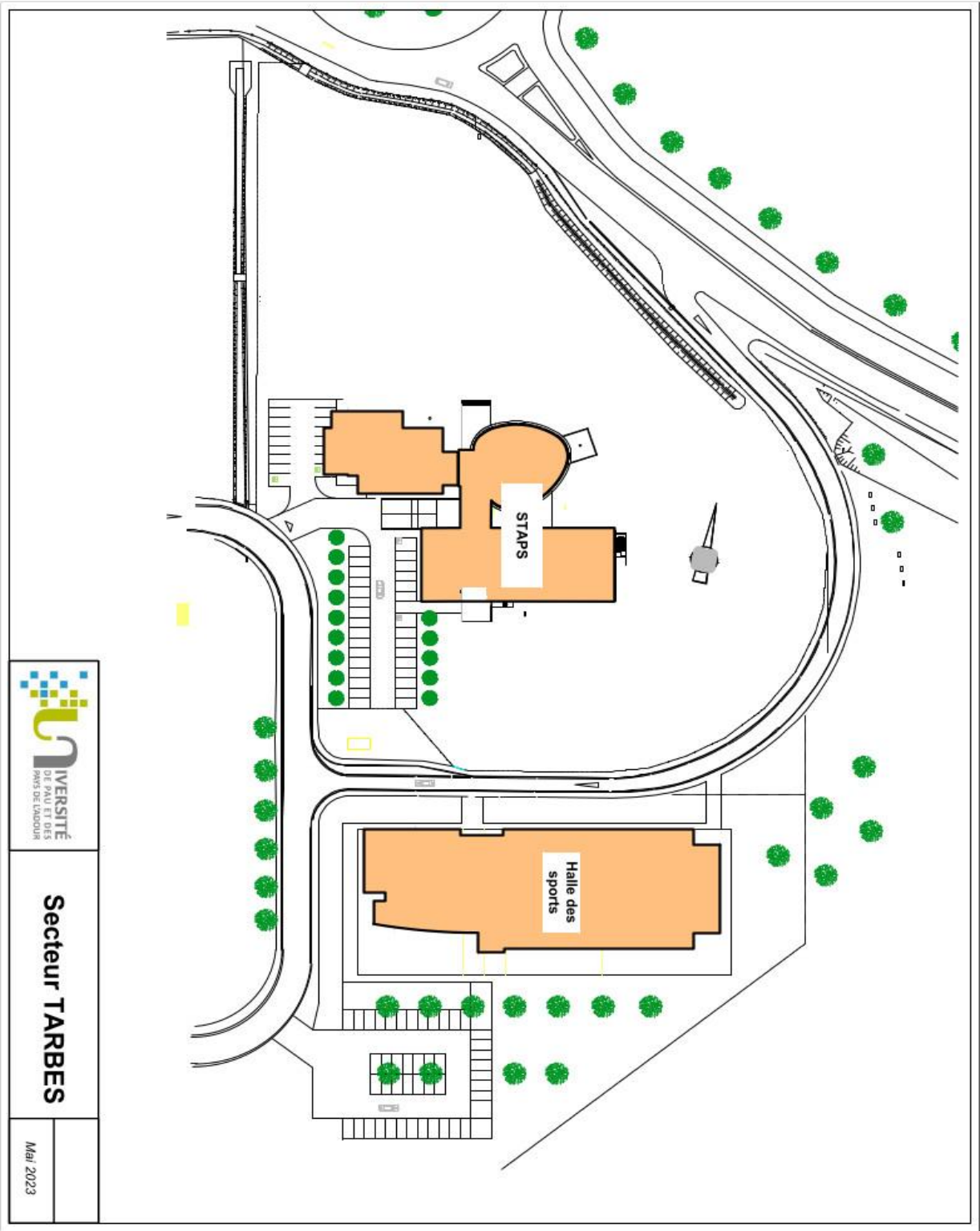
Le délai de remise en service comprend le retour d'information du technicien sur la GMAO suite à une demande d'intervention. **Ce retour d'information est essentiel au bon fonctionnement des services.**

ARTICLE 6.2. RDTs SITE DE TARBES

6.2.1 Caractéristiques du CAMPUS de TARBES

Bâtiments	Surface indicative SUB (m²)	Année de construction	Informations complémentaires à titre indicatif
Halle des Sports	2291	2004	
Bâtiment administratif STAPS	2056	2001	Extension 2004

6.2.2 Plan du CAMPUS



6.2.3 Obligations de confort et de service

6.2.3.1 Chauffage – cibles indexées sur la rigueur climatique

Le chauffage est assuré sur une période contractuelle de 213 jours du 15 octobre au 15 mai (214 les années bissextiles). A cette période contractuelle de 213 (214) jours correspond le nombre de degrés jours de base 18°C de **1971 DJU calculés sur les DJ trentenaires 1991-2020 de la station météorologique de TARBES-LOURDES (Saisons de chauffe)..**

Cette période de chauffage pourra être, à l'initiative de l'UPPA, anticipée, différée ou interrompue selon les évolutions des conditions climatiques extérieures.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande verbale de l'UPPA, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO du TITULAIRE. Cette demande sera individuelle par bâtiment ou par installation de bâtiment.

Le TITULAIRE présentera un relevé des compteurs le jour de la mise en service et de l'arrêt du chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

Pour le calcul du cumul des degrés jour des différentes périodes de fourniture, seront pris en compte :

- Les jours de mise en route.
- Les jours N-1 de mise à l'arrêt.

Engagement de consommation chauffage : à déterminer par le TITULAIRE en MWh/an par bâtiment sur le document « Cibles NB à compléter ».

Température à assurer jusqu'à une température extérieure de -6° C.

Les réduits de vacances et de week-end devront faire l'objet d'un planning conjointement et préalablement arrêté entre le TITULAIRE et l'UPPA.

6.2.3.2 Rafraîchissement / Climatisation.

Le rafraîchissement/ climatisation est assuré :

- En Été/hiver pour assurer un rafraîchissement permanent des salles serveurs .
- En Été pour le rafraîchissement saisonnier des locaux non spécifiques. Le rafraîchissement des locaux est assuré lorsque la température intérieure dépasse 26°C.

Température de confort à assurer dans les locaux non spécifiques, traités ou équipés de terminaux : 26°C intérieur jusqu'à 32°C extérieur et - 6°C par rapport à la température extérieure au-delà de 32°C extérieur.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le rafraîchissement dans les 12 heures qui suivent la demande verbale du Client, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

6.2.3.3 Eau chaude sanitaire.

Température de stockage : Supérieure à 55° C en permanence.

Température après stabilisation en tout point du système de distribution : supérieure à 50 ° C en permanence.

6.2.3.4 Suivi des températures contractuelles.

Ces relevés sont tenus à disposition permanente de l'UPPA. Pour ce faire, le TITULAIRE indiquera à l'UPPA l'emplacement des enregistreurs de température dans chaque bâtiment.

Pour rappel : des pénalités sont prévues pour l'absence de la mise en place des enregistreurs de températures telle que définie ci-dessous.

Chauffage - Climatisation / Rafraîchissement :

Seront mis en œuvre en continu sur le site, sous quinzaine à partir de la prise d'effet du marché :

- Un enregistrement intérieur par bâtiment dans un local ayant un besoin de chauffage seul. L'emplacement de cet enregistreur sera choisi d'un commun accord avec le client.
 - Un enregistrement intérieur par bâtiments dans un local ayant un besoin permanent de climatisation. Quand il n'y a pas de local ayant un besoin permanent de climatisation dans un bâtiment, l'enregistreur sera alors placé dans un 2ème local ayant un besoin de chauffage seul.
- Nota : tous les enregistreurs pourront être déplacés à la demande du client en fonction des insuffisances constatées.

6.2.3.5 Analyse d'air

Localisation et définition des points de mesure :

- en prise d'air neuf :
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)
 - 1 mesure de CO²
 - 1 mesure de CO
 - 1 mesure physique (température sèche, humidité)
- en centrale de traitement d'air
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)

Ces analyses seront réalisées une fois par an.

6.2.3.6 Températures et programmes à assurer :

Type d'occupation		T° d'occupation (1)	Horaires	Jours et Horaire de fonctionnement	Ralenti la nuit,	
					Ralenti La Nuit	Ralenti Week-end, J.F et Vacances scolaires
Locaux chauffés	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Gymnase	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Vestiaires	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Circulations	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C

(1) : le +1°C correspond à la température supposée être dégagée par l'activité matérielle ou humaine dans une salle (matériels informatiques et autres, présence de personnes, éclairages,...). Dans une salle occupée, la température est censée être à 19°C à 8h00 et 20°C en milieu de journée vers 12h00.

NOTA : des dérogations à ces horaires pour événements exceptionnels seront à prendre en compte.

6.2.4 Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables

Le TITULAIRE doit sans exception dans le cadre du présent marché la totalité des consommables (huiles, graisses, voyants, fusibles, courroies, raccords, joints, etc.) et divers produits de traitement nécessaires à l'exploitation des installations prises en charge, notamment :

- les filtres pour les C.T.A., ventilo-convecteurs et autres,
- les liquides frigorigènes, solaires, recharges en gaz et huiles spéciales, les produits de traitement d'eau,
- Les calorifuges et réfractaires,
- les produits anti-légionnelle.

Le TITULAIRE doit également d'une manière générale la totalité des pièces de rechange, des petites fournitures d'entretien et de réparation. La main d'œuvre nécessaire d'installation de ces fournitures étant comprise dans la prestation P2 du présent marché. Il devra également constituer, et gérer le stock nécessaire des consommables, et pièces de rechange préconisées par les fournisseurs, pour éviter toute rupture d'approvisionnement et de continuité de service.

6.2.5 Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements

6.2.5.1 Continuité des services :

Pour chaque installation technique, le TITULAIRE s'engage à respecter à minima les obligations définies ci-dessous :

Lot technique	Réactivité de 7h à 19h		Délai (1) maximum de remise en service	Astreinte	Nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées
	Locaux Occupés	Hors occupation			
Chauffage : Production Distributions -Confort	1heure 1 heure	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par trimestre
Rafrâichissement/clim Informatique-Locaux spécifiques Confort	2 heures 2 heures	2 heures 8 heures	2 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par trimestre
Ventilation Sorbonnes, bras articulés, CTA, armoires ventilées	2 heures	4 heures	4 heures	non	2 par an 1 par trimestre
ECS Production Distributions -Confort	2 heures 2 heures	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par mois
GTC	2 heures	2 heures	4 heures	non	1 par mois
Autres équipements (non précisés)	2 heures	4 heures	12 heures	non	1 par mois

(1) Ces délais seront éventuellement corrigés du délai d'approvisionnement justifié pour des matériels ne pouvant être tenus en stock, et pour un désordre n'ayant pu être préventivement appréhendé. Par justifié, nous entendons que le TITULAIRE devra préciser sur la GMAO, les délais de remise en service et raisons en cas d'impossibilité « matériel » d'une remise en service dans les délais contractuels. Au-delà de ce nouveau délai, les pénalités seront prévues.

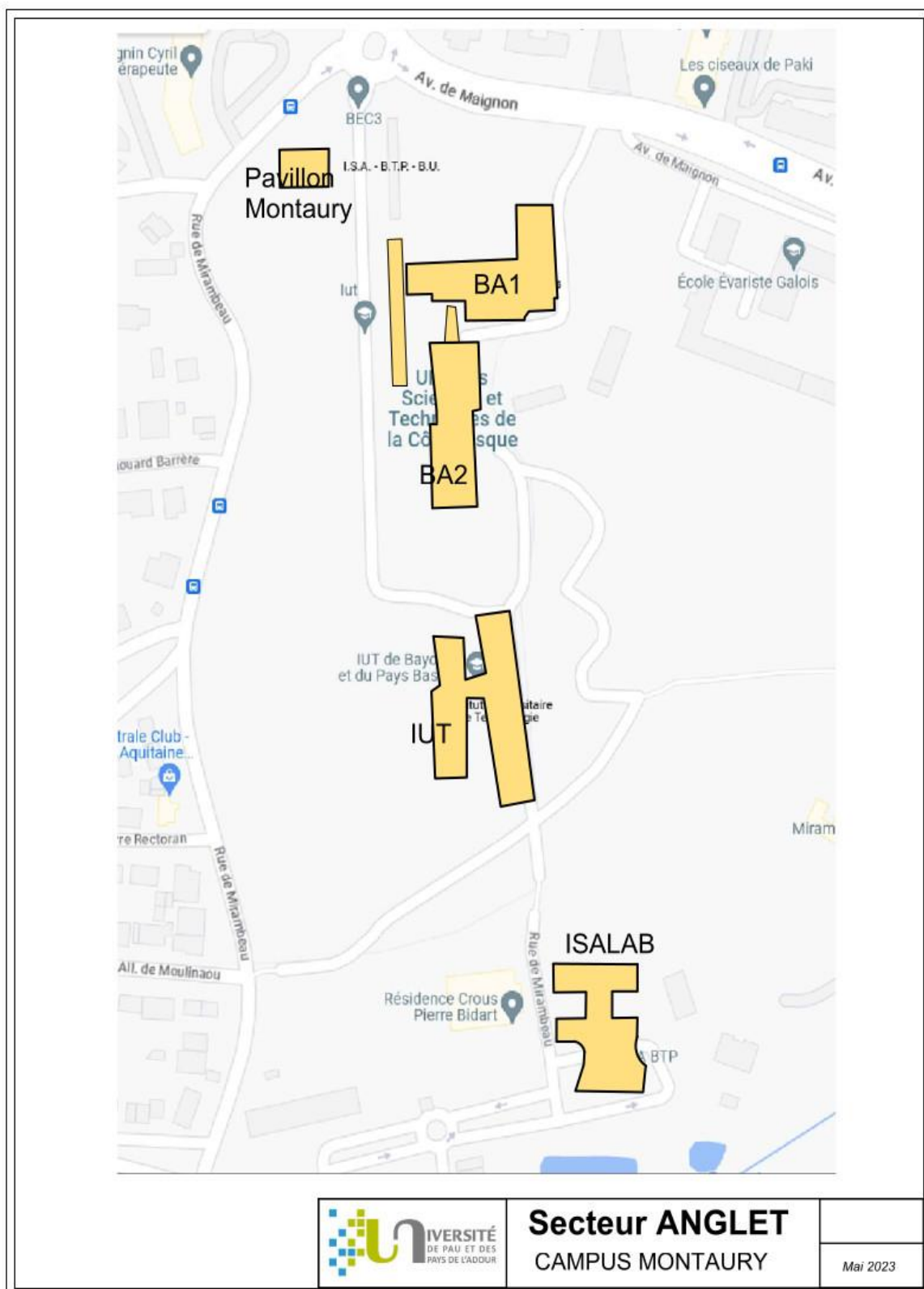
Le délai de remise en service comprend le retour d'information du technicien sur la GMAO suite à une demande d'intervention. **Ce retour d'information est essentiel au bon fonctionnement de nos services.**

ARTICLE 6.3. RDTs SITES COTE BASQUE

6.3.1 Caractéristiques du CAMPUS de la CÔTE BASQUE

Site	Bâtiments	Surface indicative SUB (m²)	Année de construction	Informations complémentaires à titre indicatif
Bayonne	Château Neuf Aile B et C	1671+736	Historique (1500)	Bâtiment ancien dernière rénovation 2008
	B1 Porche	893	-	Bâtiment ancien dernière rénovation 2008
	B2 Grande Halle	1424	2008	
	B3 Petite Halle	1382	2008	
	B4/B5 Sainte Claire	2298	-	Bâtiment ancien – rénovation 2008 et 3 ^{ème} étage 2024
	EC3 / EC3 Bis	1413	2008	
	EC6	555	2008	
	EC9 Amphis	1242	2008	
	Halle des Sports – La Floride	2057	2007	
	Maison de l'Etudiant	476	-	Bâtiment ancien – rénovation 2003
	Bibliothèque	1606	2008	
Anglet	Bâtiment Initial-BA1	3191	1999	
	Extension UFR-BA2	3407	2007	
	Bâtiment IUT	3917	2007	
	ISALAB	5612	2022	

6.3.2 Plan du CAMPUS



6.3.3 Obligations de confort et de service

6.3.3.1 Chauffage – cibles indexées sur la rigueur climatique

Le chauffage est assuré sur une période contractuelle de 213 jours du 15 octobre au 15 mai (214 les années bissextiles).

A cette période contractuelle de 213 (214) jours correspond le nombre de degrés jours de base 18°C de **1512 DJU calculés sur les DJ trentenaires 1991-2020 de la station météorologique de BIARRITZ-ANGLET (Saisons de chauffe)..**

Cette période de chauffage pourra être, à l'initiative de l'UPPA, anticipée, différée ou interrompue selon les évolutions des conditions climatiques extérieures.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande verbale de l'UPPA, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO du TITULAIRE. Cette demande sera individuelle par bâtiment ou par installation de bâtiment.

Le TITULAIRE présentera un relevé des compteurs le jour de la mise en service et de l'arrêt du chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

Pour le calcul du cumul des degrés jour des différentes périodes de fourniture, seront pris en compte :

- Les jours de mise en route.
- Les jours N-1 de mise à l'arrêt.

Engagement de consommation chauffage : à déterminer par le TITULAIRE en MWh/an par bâtiment sur le document « Cibles NB à compléter ».

Température à assurer jusqu'à une température extérieure de -6° C.

Les réduits de vacances et de week-end devront faire l'objet d'un planning conjointement et préalablement arrêté entre le TITULAIRE et l'UPPA.

6.3.3.2 Rafraîchissement / Climatisation.

Le rafraîchissement/ climatisation est assuré :

- En Eté/hiver pour assurer un rafraîchissement permanent des salles serveurs .
- En Eté pour le rafraîchissement saisonnier des locaux non spécifiques. Le rafraîchissement des locaux est assuré lorsque la température intérieure dépasse 26°C.

Température de confort à assurer dans les locaux non spécifiques, traités ou équipés de terminaux : 26°C intérieur jusqu'à 32°C extérieur et - 6°C par rapport à la température extérieure au-delà de 32°C extérieur.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le rafraîchissement dans les 12 heures qui suivent la demande verbale du Client, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

6.3.3.3 Eau chaude sanitaire.

Température de stockage : Supérieure à 55° C en permanence.

Température après stabilisation en tout point du système de distribution : supérieure à 50 ° C en permanence.

6.3.3.4 Suivi des températures contractuelles.

Ces relevés sont tenus à disposition permanente de l'UPPA. Pour ce faire, le TITULAIRE indiquera à l'UPPA l'emplacement des enregistreurs de température dans chaque bâtiment.

Pour rappel : des pénalités sont prévues pour l'absence de la mise en place des enregistreurs de températures telle que définie ci-dessous.

Chauffage - Climatisation / Rafraîchissement :

Seront mis en œuvre en continu sur le site, sous quinzaine à partir de la prise d'effet du marché :

- Un enregistrement intérieur par bâtiment dans un local ayant un besoin de chauffage seul. L'emplacement de cet enregistreur sera choisi d'un commun accord avec le client.
 - Un enregistrement intérieur par bâtiments dans un local ayant un besoin permanent de climatisation. Quand il n'y a pas de local ayant un besoin permanent de climatisation dans un bâtiment, l'enregistreur sera alors placé dans un 2ème local ayant un besoin de chauffage seul.
- Nota : tous les enregistreurs pourront être déplacés à la demande du client en fonction des insuffisances constatées.

6.3.3.5 Analyse d'air.

Localisation et définition des points de mesure :

- en prise d'air neuf :
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)
 - 1 mesure de CO²
 - 1 mesure de CO
 - 1 mesure physique (température sèche, humidité)
- en centrale de traitement d'air
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)

Ces analyses seront réalisées une fois par an.

6.3.3.6 Températures et programmes à assurer :

Type d'occupation		T° d'occupation (1)	Horaires	Jours et Horaire de fonctionnement	Ralenti la nuit,	
					Ralenti La Nuit	Ralenti Week-end, J.F et Vacances scolaires
Locaux chauffés	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Gymnase	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Vestiaires et salle de danse	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Circulations	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
BU Bayonne	m²	19°C +1°C	8h/12h	S	- 2°C	- 8°C

(1) : le +1°C correspond à la température supposée être dégagée par l'activité matérielle ou humaine dans une salle (matériels informatiques et autres, présence de personnes, éclairages,...). Dans une salle occupée, la température est censée être à 19°C à 8h00 et 20°C en milieu de journée vers 12h00.

NOTA : des dérogations à ces horaires pour événements exceptionnels seront à prendre en compte.

6.3.4 Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables

Le TITULAIRE doit sans exception dans le cadre du présent marché la totalité des consommables (huiles, graisses, voyants, fusibles, courroies, raccords, joints, etc.) et divers produits de traitement nécessaires à l'exploitation des installations prises en charge, notamment :

- les filtres pour les C.T.A., ventilo-convecteurs et autres,
- les liquides frigorigènes, solaires, recharges en gaz et huiles spéciales, les produits de traitement d'eau,
- Les calorifuges et réfractaires,
- les produits anti-légionnelle.

Le TITULAIRE doit également d'une manière générale la totalité des pièces de rechange, des petites fournitures d'entretien et de réparation. La main d'œuvre nécessaire d'installation de ces fournitures étant comprise dans la prestation P2 du présent marché. Il devra également constituer, et gérer le stock nécessaire des consommables, et pièces de rechange préconisées par les fournisseurs, pour éviter toute rupture d'approvisionnement et de continuité de service.

6.3.5 Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements

6.3.5.1 Continuité des services :

Pour chaque installation technique, le titulaire s'engage à respecter à minima les obligations définies ci-dessous :

Lot technique	Réactivité 7h à 19h		Délai (1) maximum de remise en service	Astreinte	Nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées
	Locaux Occupés	Hors occupation			
Chauffage : Production Distributions -Confort	1 heure 1 heure	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par trimestre
Rafrâichissement/clim Informatique-Locaux spécifiques Confort	2 heures 2 heures	2 heures 8 heures	2 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par trimestre
ECS Production Distributions -Confort	2 heures 2 heures	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	non non	2 par an 1 par mois
-GTC	2 heures	2 heures	4 heures	non	1 par mois
Autres équipements (non précisés)	2 heures	4 heures	12 heures	non	1par mois

(1) Ces délais seront éventuellement corrigés du délai d'approvisionnement justifié pour des matériels ne pouvant être tenus en stock, et pour un désordre n'ayant pu être préventivement appréhendé. Par justifié, nous entendons que le TITULAIRE devra préciser sur la GMAO, les délais de remise en service et raisons en cas d'impossibilité « matériel » d'une remise en service dans les délais contractuels. Au-delà de ce nouveau délai, les pénalités seront prévues.

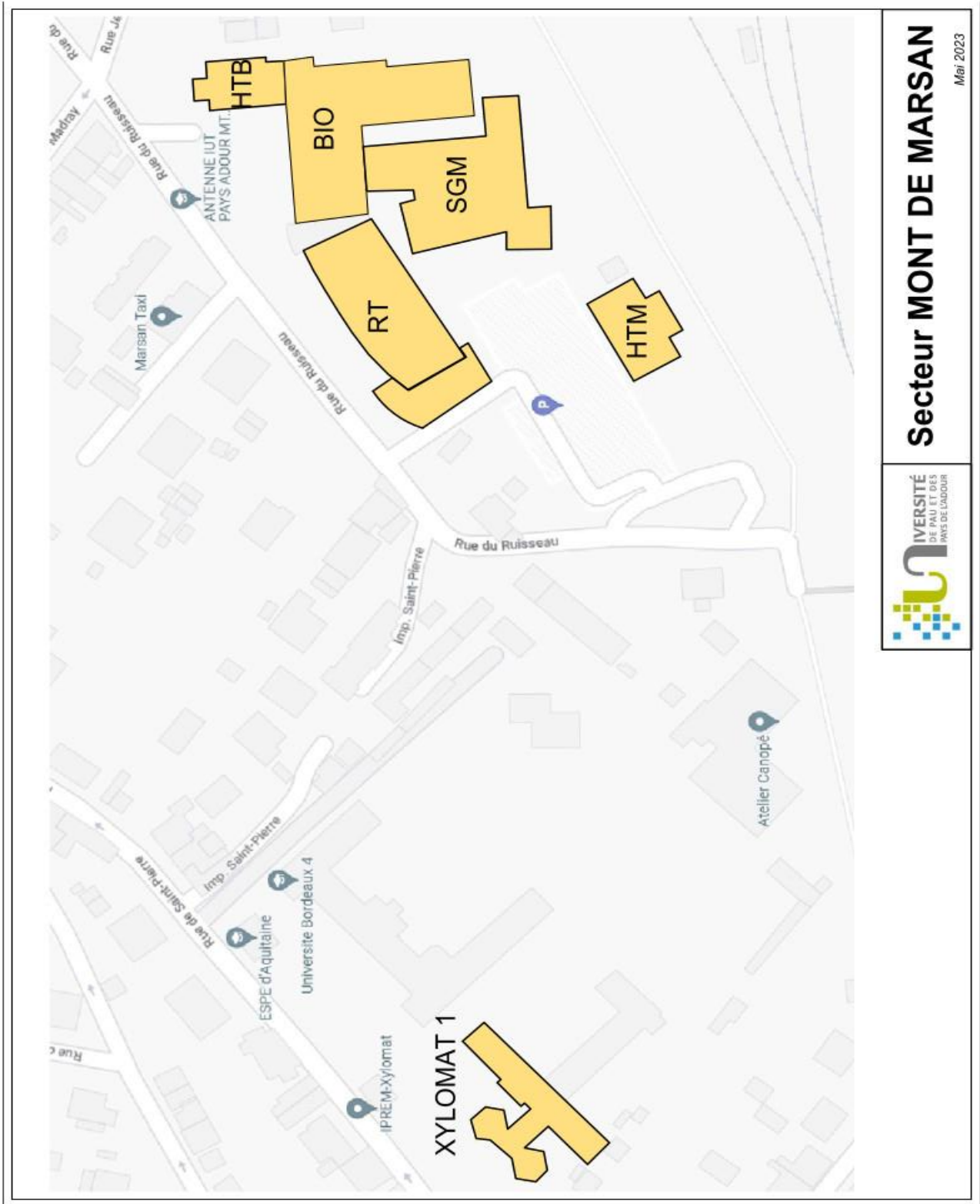
Le délai de remise en service comprend le retour d'information du technicien sur la GMAO suite à une demande d'intervention. **Ce retour d'information est essentiel au bon fonctionnement de nos services.**

ARTICLE 6.4. RDTs SITE MONT DE MARSAN

6.4.1 Caractéristiques du CAMPUS de MONT DE MARSAN

Bâtiments	Surface indicative SUB (m2)	Année de construction	Informations complémentaires à titre indicatif
BIO-Génie Biologie	1880	1993	
RT-Réseaux et Télécom	1660	1 997	Extension en 2019
HTM-Halle Technologique et Matériaux	335	2010	
HTB-Halle Technologique Génie Biologie	334	2010	
SGM-Halle bois et éco matériaux	1441	2008	

6.4.2 Plan du CAMPUS



6.4.3 Obligations de confort et de service

6.4.3.1 Chauffage – cibles indexées sur la rigueur climatique

Le chauffage est assuré sur une période contractuelle de 213 jours du 15 octobre au 15 mai (214 les années bissextiles). A cette période contractuelle de 213 (214) jours correspond le nombre de degrés jours de base 18°C de **1808 DJU calculés sur les DJ trentenaires 1991-2020 de la station météorologique de MONT-DE-MARSAN (Saisons de chauffe).**

Cette période de chauffage pourra être, à l'initiative de l'UPPA, anticipée, différée ou interrompue selon les évolutions des conditions climatiques extérieures.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande verbale de l'UPPA, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO du TITULAIRE. Cette demande sera individuelle par bâtiment ou par installation de bâtiment.

Le TITULAIRE présentera un relevé des compteurs le jour de la mise en service et de l'arrêt du chauffage dans les 12 heures qui suivent la demande.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

Pour le calcul du cumul des degrés jour des différentes périodes de fourniture, seront pris en compte :

- Les jours de mise en route.
- Les jours N-1 de mise à l'arrêt.

Engagement de consommation chauffage : à déterminer par le TITULAIRE en MWh/an par bâtiment sur le document « Cibles NB à compléter ».

Température à assurer jusqu'à une température extérieure de -6° C.

Les réduits de vacances et de week-end devront faire l'objet d'un planning conjointement et préalablement arrêté entre le TITULAIRE et l'UPPA.

6.4.3.2 Rafraîchissement / Climatisation.

Le rafraîchissement/ climatisation est assuré :

- En Été/hiver pour assurer un rafraîchissement permanent des salles serveurs .
- hiver pour assurer un rafraîchissement permanent dans les locaux spécifiques : laboratoires de l'IPREM 1 et 2, de l'IPRA, salles serveurs du Droit, d'Alem
- En Été pour le rafraîchissement saisonnier des locaux non spécifiques. Le rafraîchissement des locaux est assuré lorsque la température intérieure dépasse 26°C.

Température de confort à assurer dans les locaux non spécifiques, traités ou équipés de terminaux : 26°C intérieur jusqu'à 32°C extérieur et - 6°C par rapport à la température extérieure au delà de 32°C extérieur.

Le TITULAIRE mettra en route ou arrêtera le rafraîchissement dans les 12 heures qui suivent la demande verbale du Client, confirmée immédiatement par courriel ou sur la GMAO.

Le délai de mise en température après la mise en route effective est de 24 heures.

6.4.3.3 Eau chaude sanitaire.

L'ECS sera assuré toute l'année 24h/24.

Température de stockage : Supérieure à 55° C en permanence.

6.4.3.4 Suivi des températures contractuelles.

Ces relevés sont tenus à disposition permanente de l'UPPA. Pour ce faire, le TITULAIRE indiquera à l'UPPA l'emplacement des enregistreurs de température dans chaque bâtiment.

Pour rappel : des pénalités sont prévues pour l'absence de la mise en place des enregistreurs de températures telle que définie ci-dessous.

Chauffage - Climatisation / Rafraîchissement :

Seront mis en œuvre en continu sur le site, sous quinzaine à partir de la prise d'effet du marché :

- un enregistrement intérieur par bâtiment dans un local ayant un besoin de chauffage seul. L'emplacement de cet enregistreur sera choisi d'un commun accord avec le client.
- un enregistrement intérieur par bâtiments dans un local ayant un besoin permanent de climatisation. Quand il n'y a pas de local ayant un besoin permanent de climatisation dans un bâtiment, l'enregistreur sera alors placé dans un 2ème local ayant un besoin de chauffage seul.
Nota : tous les enregistreurs pourront être déplacés à la demande du client en fonction des insuffisances constatées.

6.4.3.5 Analyse d'air.

Localisation et définition des points de mesure :

- en prise d'air neuf :
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)
 - 1 mesure de CO²
 - 1 mesure de CO
 - 1 mesure physique (température sèche, humidité)
- en centrale de traitement d'air
 - 1 flore fongique totale
 - 1 flore aérobie totale
 - 1 mesure de la concentration particulaire (0,5µm, 1µm, 5µm)

Ces analyses seront réalisées une fois par an.

6.4.3.6 Températures et programmes à assurer :

Type d'occupation		T° d'occupation	Horaires	Jours et Horaire de fonctionnement	Ralenti la nuit,	
					Ralenti La Nuit	Ralenti Week-end, J.F et Vacances scolaires
Locaux chauffés	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Gymnase	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Vestiaires	m²	19°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C
Circulations	m²	16°C +1°C	8 h/19 h	L, M, M, J, V	- 2°C	- 8°C

(1) : le +1°C correspond à la température supposée être dégagée par l'activité matérielle ou humaine dans une salle (matériels informatiques et autres, présence de personnes, éclairages,...). Dans une salle occupée, la température est censée être à 19°C à 8h00 et 20°C en milieu de journée vers 12h00.

NOTA : des dérogations à ces horaires pour événements exceptionnels seront à prendre en compte.

6.4.4 Obligations de fournitures de pièces de rechange et de consommables

Le TITULAIRE doit sans exception dans le cadre du présent marché la totalité des consommables (huiles, graisses, voyants, fusibles, courroies, raccords, joints, etc.) et divers produits de traitement nécessaires à l'exploitation des installations prises en charge, notamment :

- les filtres pour les C.T.A., ventilo-convecteurs et autres,
- les liquides frigorigènes, solaires, recharges en gaz et huiles spéciales, les produits de traitement d'eau,
- Les calorifuges et réfractaires,
- les produits anti-légionnelle.

Le TITULAIRE doit également d'une manière générale la totalité des pièces de rechange, des petites fournitures d'entretien et de réparation. La main d'œuvre nécessaire d'installation de ces fournitures étant comprise dans la prestation P2 du présent marché. Il devra également constituer, et gérer le stock nécessaire des consommables, et pièces de rechange préconisées par les fournisseurs, pour éviter toute rupture d'approvisionnement et de continuité de service.

6.4.5 Obligation de résultat concernant le fonctionnement et le dépannage des équipements

6.4.5.1 Continuité des services :

Pour chaque installation technique, le TITULAIRE s'engage à respecter à minima les obligations définies ci-dessous :

Lot technique	Réactivité de 7h à 19h		Délai (1) maximum de remise en service	Astreinte	Nombre de pannes répétitives ou bloquantes tolérées
	Locaux Occupés	Hors occupation			
Chauffage : Production Distributions -Confort	1 heures 1 heures	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	Non Non	2 par an 1 par trimestre
Rafrâichissement/clim Informatique-Locaux spécifiques Confort	2 heures 2 heures	2 heures 8 heures	2 heures 8 heures	Non Non	2 par an 1 par trimestre
ECS Production Distributions -Confort	2 heures 2 heures	4 heures 8 heures	4 heures 8 heures	Non Non	2 par an 1 par mois
GTC	2 heures	2 heures	4 heures	Non	1 par mois
Autres équipements (non précisés)	2 heures	4 heures	12 heures	Non	1par mois

(1) Ces délais seront éventuellement corrigés du délai d'approvisionnement justifié pour des matériels ne pouvant être tenus en stock, et pour un désordre n'ayant pu être préventivement appréhendé. Par justifié, nous entendons que le TITULAIRE devra préciser sur la GMAO, les délais de remise en service et raisons en cas d'impossibilité « matériel » d'une remise en service dans les délais contractuels. Au-delà de ce nouveau délai, les pénalités seront prévues.

Le délai de remise en service comprend le retour d'information du technicien sur la GMAO suite à une demande d'intervention. **Ce retour d'information est essentiel au bon fonctionnement de nos services.**

ARTICLE 6.5. HISTORIQUE DES CONSOMMATIONS

L'historique des consommations est renseigné en annexe 1 « Historique consommations » au CCTP.

Titre 7. LISTE DES EQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE

L'inventaire est renseigné en annexe 2 du CCTP « Liste des équipements ».

L'inventaire sera complété des nouveaux équipements mis en œuvre pendant la durée du présent contrat, les équipements déclassés seront supprimés conformément à l'article 21 du CCAP.